

Université de Versailles – Saint Quentin en Yvelines  
UFR des Sciences  
IUP Art, Sciences, Culture et Multimédia

## **Citoyens et Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologique : De la diffusion d'information à l'échange participatif**



Mémoire proposé par :

**Mélusine Gaillard**

Master 2 Sciences, Art, Culture, Information et Multimédia  
Filière Scientifique  
Année Universitaire 2007 – 2008

Sous la direction de :

**Françoise Chambre et Roland Salesse**

# Table des matières

<b>Préambule</b>	<b>p 3</b>
------------------	------------

## **Introduction**

- I. L'information scientifique du citoyen, une question majeure de « science & société » p 4
- II. La communication scientifique à destination du citoyen, une des missions des organismes publics de recherche p 5
- III. La communication scientifique, un prisme délicat mais nécessaire pour les relations entre organismes publics de recherche et citoyens p 5
- IV. Les Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologique, un type particulier d'organisme public de recherche p 6
- V. Présentation de l'organisation et des activités de recherche des différents EPST p 7

<b>La perception des EPST par les citoyens</b>	<b>p 14</b>
--	-------------

- I. Les citoyens, des interlocuteurs ambivalents pour les institutions publiques p 14
- II. Les enquêtes, un moyen d'évaluation de la perception des EPST par les citoyens p 14
- III. La visibilité des EPST pour les citoyens p 17
- IV. La lisibilité des EPST pour les citoyens p 24
- V. L'avis des citoyens concernant les différents EPST p 32
- VI. La perception des EPST par le grand public p 38

<b>Les actions de communication menées par les EPST à destination des citoyens</b>	<b>p 41</b>
--	-------------

- I. La communication grand public au Cemagref p 41
- II. La communication grand public au CNRS p 42
- III. La communication grand public à l'INED p 47
- IV. La communication grand public à l'INRA p 48
- V. La communication grand public à l'INRETS p 50

VI.	La communication grand public à l'INRIA	p 52
VII.	La communication grand public à l'Inserm	p 54
VIII.	La communication grand public à l'IRD	p 56
IX.	La communication grand public au LCPC	p 57

**Les citoyens et les EPST, de la méconnaissance mutuelle à l'enrichissement réciproque** p 59

- I. Existe-t-il une demande d'information scientifique de la part des citoyens à destination des EPST ? p 59
- II. L'information scientifique à destination des citoyens est-elle délivrée de manière efficiente par les EPST ? p 60
- III. Quels vecteurs de communication les EPST doivent-ils utiliser à destination des citoyens ? p 63
- IV. Vers un échange participatif entre citoyens et organismes publics de recherche ? p 66

**Conclusion** p 67

**Références bibliographiques** p 68

**Liste des figures et tableaux** p 73

**Annexe** p 76

# Préambule

Après cinq années passées à travailler dans différents laboratoires publics de recherche, il m'est apparu que certains scientifiques ne sont pas toujours enclins à communiquer sur leurs activités auprès du grand public. Ainsi, il m'est arrivé d'entendre à ce propos de la part de chercheurs : « Je n'ai pas le temps, j'ai d'autres priorités. » ou alors « Il n'est pas possible d'expliquer ce que nous faisons : c'est trop compliqué et les gens ne peuvent pas comprendre ».

Cette expérience m'a amenée à me demander si cet état d'esprit était général voire institutionnel où s'il s'agissait de comportements isolés. Ce mémoire était donc pour moi une opportunité d'aller à la rencontre des organismes publics de recherche afin de déterminer quelles sont leurs politiques concernant leurs échanges avec le grand public. Par ailleurs, me lancer dans cette étude c'était aussi l'occasion de sonder la population afin de mieux connaître son sentiment vis-à-vis de la recherche publique.

# Introduction

## I. L'information scientifique du citoyen, une question majeure de « science & société »

Depuis que la recherche scientifique existe, ses applications peuplent notre quotidien. Cependant, les connaissances nécessaires à un emploi optimisé des nouvelles technologies sont de plus en plus importantes. Ainsi, par exemple, avoir un délai supplémentaire pour sa déclaration de revenus ou pouvoir dénicher des billets de train à des prix défiant toute concurrence nécessite l'utilisation d'Internet et donc la maîtrise de certaines notions informatiques qu'une partie de la population n'a pas. Par ailleurs, au cours de ces dernières décennies, les avancées de la science sont devenues très controversées dans certains domaines. Il suffit d'évoquer les organismes génétiquement modifiés (ou OGM) pour avoir en tête des images de champs de maïs transgéniques décimés par des « faucheurs volontaires » avec en parallèle des hommes politiques assurant qu'il n'y a aucun danger pour l'homme. Comment la population peut-elle s'y retrouver dans ce fatras de déclarations contradictoires, où le fait de nourrir la population mondiale s'oppose à l'évocation de nouvelles maladies ? Que ce soit dans le cadre de la vie quotidienne ou dans celui d'inquiétudes collectives, l'information scientifique du citoyen est aujourd'hui au cœur des questions dites de « science & société ».

Etant donné la diversité des formes de diffusion de la communication scientifique (journaux télévisés, presse spécialisée, documentaires, sites web, expositions et salons, conférences de chercheurs) plus ou moins accessibles et fiables, le citoyen erre souvent dans un dédale d'informations auxquelles il ne sait quelle valeur accorder. Il est donc crucial de mettre à sa disposition des outils lui permettant de prendre du recul. Or, le tout premier des outils, l'élément préalable à toute analyse, est l'éducation à la science. Il est nécessaire de sensibiliser les citoyens sur ce point car c'est en assimilant des notions basiques qu'ils pourront, par la suite, comprendre des phénomènes plus complexes. Par exemple, si les OGM étaient expliqués de manière plus rationnelle et sans langue de bois, la population serait plus à même de faire la part des choses. Elle réaliserait qu'il y a plusieurs sortes d'organismes génétiquement modifiés, différents contextes et que la question « Pour ou contre les OGM ? » ne peut en aucun cas être posée de cette façon. Le développement d'un esprit critique face à l'information scientifique passe donc obligatoirement par une compréhension des phénomènes impliqués.

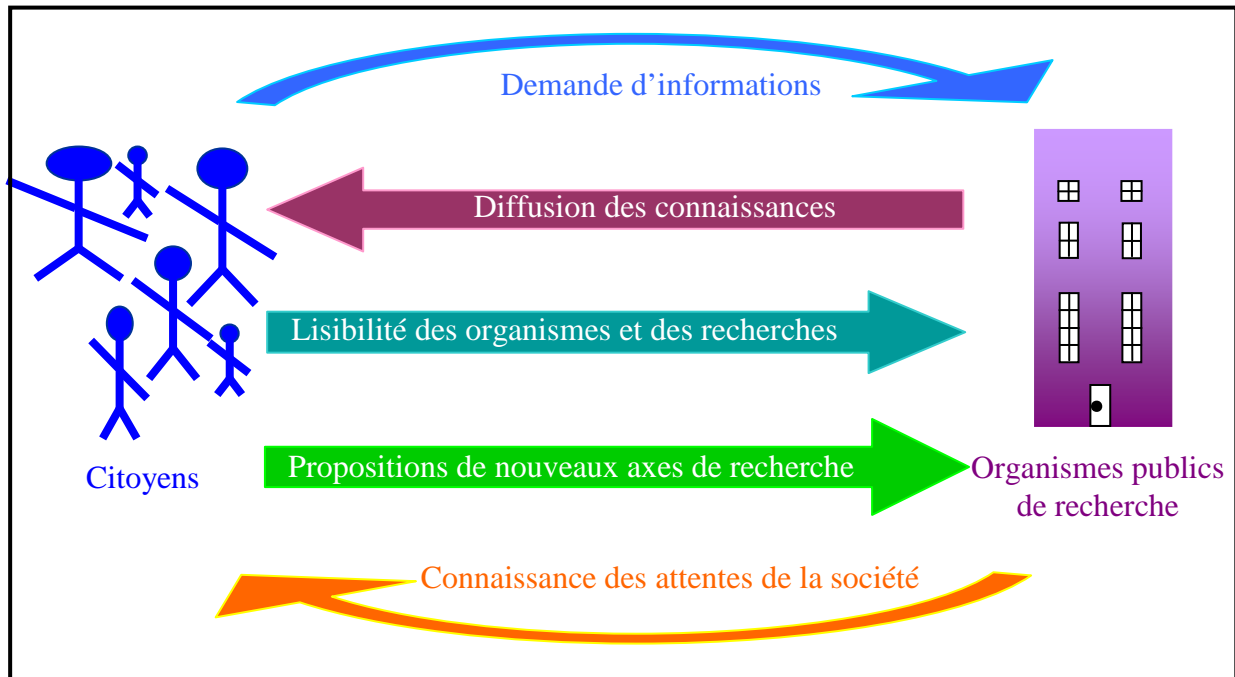
## **II. La communication scientifique à destination du citoyen, une des missions des organismes publics de recherche**

Eduquer le citoyen à la science, c'est le rôle de nombreuses institutions publiques comme l'école, les musées scientifiques ou les centres de culture scientifique, technique et industrielle. C'est aussi celui des organismes publics de recherche qui ont parfois, à une époque plus ou moins lointaine, négligé cette mission de communication à destination du citoyen. Or, comme le rappelle la charte de déontologie créée en 1989 par la Fédération Européenne des Associations de Communication Publique (qui regroupe les administrations, collectivités territoriales, entreprises et organismes ayant des missions de service public) : « *La communication publique doit s'assurer : de la diffusion la plus large des décisions publiques [...], de ne privilégier des destinataires particuliers que dans la mesure où ils contribuent à une meilleure information du public [...], de l'accès aux informations que les institutions sont tenues de mettre sur la place publique [...].* » (52).

Cependant, une simple mise à disposition de données scientifiques brutes ne saurait être satisfaisante car le citoyen lambda ne serait pas à même de les décrypter. Les organismes publics de recherche doivent donc inclure dans leur discours à destination de la population une dimension de médiation. Or, comme le souligne Pierre Lazlo, professeur à l'École Polytechnique, ceci nécessite « *une traduction d'un jargon technique vers la langue usuelle* » (49), exercice que les scientifiques jugent parfois trop difficile ou sans intérêt. Cependant, les chercheurs et leurs institutions de rattachement ne doivent pas perdre de vue que c'est l'information scientifique vulgarisée qui va constituer un des éléments permettant l'éducation à la science du citoyen. Or, une personne ayant acquis le recul nécessaire pour porter un regard critique sur les activités de recherche des organismes publics sera beaucoup plus à même de proposer des axes de travail pertinents qui auraient pu échapper au monde scientifique ou aux décideurs.

## **III. La communication scientifique, un prisme délicat mais nécessaire pour les relations entre organismes publics de recherche et citoyens**

L'objectif de ce mémoire est de déterminer les facteurs et les enjeux d'une communication scientifique réussie, que ce soit pour le citoyen ou pour les organismes publics de recherche. Pour cela, une analyse des interactions existant entre ces deux entités, via la communication scientifique, est nécessaire. La figure 1 tente de résumer la nature des relations potentiellement envisageables. Ce schéma est donc le point de départ de la réflexion qui va nous amener petit à petit à l'évaluation de la situation réelle. Il sera alors envisageable d'identifier les interactions fortes et celles qui sont défailtantes.



**Figure 1** : Schéma représentant les possibilités d'interactions entre citoyens et organismes publics de recherche, via la communication scientifique.

#### IV. Les Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologique, un type particulier d'organisme public de recherche

Etant donné la quantité d'organismes publics de recherche existant en France, j'ai décidé d'étudier plus particulièrement les Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologique, ou EPST. Ces derniers sont définis, d'après l'article 15 de la loi n°82-610 du 15 juillet 1982, comme « *des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie administrative et financière. Leur objet principal n'est ni industriel ni commercial.* ». L'article 14 modifié par la loi n°99-587 du 12 juillet 1999 précise que « *la mission de ces établissements est de mettre en œuvre : le développement et le progrès de la recherche dans tous les domaines de la connaissance, la valorisation des résultats de la recherche, la diffusion des connaissances scientifiques, la formation à la recherche et par la recherche.* » (47).

A la vue de la définition des EPST, il apparaît qu'une de leurs missions est la diffusion des connaissances scientifiques. Or, leur caractère public implique que cette diffusion se fasse aussi bien à destination de la communauté scientifique et des décideurs que vers les citoyens. A ce titre, cette catégorie d'organismes publics de recherche semble tout à fait intéressante dans le cadre de ce mémoire. Il existe par ailleurs d'autres catégories d'établissements, à savoir les Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (ou EPIC) et les Etablissements Publics à Caractère Administratif (ou EPA), mais ces derniers ne sont pas tous tournés vers une activité de recherche. Et mélanger des établissements ayant des statuts différents ne me semblait pas très judicieux quant à la validité des conclusions qui pouvaient être tirées de ce travail de mémoire.

C'est pour ces différentes raisons que la réflexion effectuée au cours de la présente étude portera exclusivement sur les neuf EPST existant dans l'hexagone (51), à savoir :

- le Centre national du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts ;
- le Centre National de la Recherche Scientifique ;
- l'Institut National d'Etudes Démographiques ;
- l'Institut National de la Recherche Agronomique ;
- l'Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité ;
- l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique ;
- l'Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale ;
- l'Institut de Recherche pour le Développement ;
- le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées.

## **V. Présentation de l'organisation et des activités de recherche des différents EPST**

### **1. Le Centre national du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts**

Le Centre national du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, ou Cemagref, est né en 1981 de la fusion de deux centres techniques rattachés au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : le Centre National d'Etude du Machinisme Agricole (ou CNEMA) et le Centre d'Etude de l'Environnement, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ou CETEGREF). Aujourd'hui, le Cemagref est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (51, 95).

A sa création, cet organisme a orienté plutôt ses activités de recherche dans les domaines de l'agriculture et de l'hydrologie. A l'heure actuelle, les études qui y sont menées se sont plutôt recentrées sur l'impact des activités humaines vis-à-vis d'un territoire donné comme, par exemple, un bassin versant ou une exploitation agricole. La composante développement durable est donc maintenant au cœur des préoccupations du Cemagref. Ainsi, dans le cadre de ses activités, cet organisme s'est fixé pour mission de répondre à des questions de société qui lui sont soumises par des décideurs publics ou parapublics (27, 95).

Le budget du Cemagref était de 88,9 millions d'euros pour 2007. L'organisme emploie près de 1 350 personnes dont 950 sont statutaires. La moitié des permanents sont des chercheurs et des ingénieurs dont les compétences relèvent de l'ingénierie, des sciences de la nature et du vivant, des sciences de l'univers et plus récemment des sciences humaines et sociales. Le personnel est réparti en 28 unités de recherche sur 9 sites principaux (Antony, Nogent sur Vernisson, Rennes, Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Montpellier, Aix-en-Provence et Fort de France) (95).



## 2. Le Centre National de la Recherche Scientifique

Le Centre National de la Recherche Scientifique, ou CNRS, a été créé en 1939 dans le but de regrouper les divers champs liés à la recherche. Il résulte de la fusion entre la Caisse Nationale de la Recherche Scientifique et le Centre National de la Recherche Scientifique Appliquée. Menacé par le régime de Vichy, le CNRS a, par la suite, été réorganisé. Ainsi, des unités ont vu le jour dans le but d'optimiser au mieux la recherche au sein de l'établissement. Aujourd'hui, le CNRS est placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **(81, 82, 95)**.

Le CNRS est le principal organisme de recherche pluridisciplinaire en France. La recherche fondamentale qui y est menée couvre la totalité des champs scientifiques. Cela va des mathématiques à la biologie en passant par les sciences humaines et sociales et la physique nucléaire **(51, 80)**.

Pour l'année 2007, le budget du CNRS était de 3,08 milliards d'euros. Cet établissement emploie plus de 32 000 personnes, ce qui fait de lui le plus grand organisme public de recherche français. Sur les 26 000 statutaires, 11 600 sont des chercheurs. Implanté sur l'ensemble du territoire national, le CNRS est constitué de 1 200 unités de recherche et de service. Celles-ci sont regroupées au sein de 6 départements scientifiques et de 2 instituts nationaux. Il existe également 19 délégations régionales qui assurent le relais entre les régions et la direction générale basée à Paris **(80)**.

## 3. L'Institut National d'Etudes Démographiques

L'Institut National d'Etudes Démographiques, ou INED, a été créé en 1945 à l'initiative d'Alfred Sauvy (statisticien et économiste) et de Robert Debré (pédiatre). Cet institut possède le statut d'EPST depuis 22 ans. Il est aujourd'hui sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité **(51, 91)**.

L'INED étudie les populations du monde entier sous leurs différents aspects : natalité, familles, mortalité, migrations, populations en marge, génétique, histoire, économie ... C'est l'un des principaux instituts de démographie européens avec le NIDI (Netherlands Interdisciplinary Demography Institute) aux Pays-Bas, le MPIDR (Max-Planck Institute for Demographic Research) en Allemagne et le VID (Vienna Institute of Demography) en Autriche **(91)**.

Le budget de l'INED pour 2006 était de 12,5 millions d'euros. Cet institut emploie environ 200 personnes, dont 120 sont statutaires. L'INED comprend 11 unités de recherche et plusieurs services (enquêtes, bibliothèque et documentation, éditions, informatique, méthodes statistiques) tous situés à Paris. Son budget et ses effectifs font de lui le plus petit EPST en termes de moyens financiers et humains **(91)**.

#### 4. L'Institut National de la Recherche Agronomique

L'institut National de la Recherche Agronomique, ou INRA, a été fondé en 1946, dans un contexte d'après-guerre où l'agriculture française accusait un retard considérable par rapport à celle des autres pays développés. La mission initiale de l'INRA était donc de mettre la science et la technologie au service du développement de l'agriculture pour nourrir la France. Les domaines d'investigation de l'institut se sont considérablement modifiés pour répondre à une demande sociétale en perpétuelle évolution. Aujourd'hui, l'INRA est sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche **(51, 99)**.

Pendant longtemps, l'INRA a mené des recherches dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation. Mais depuis quelques années, la demande sociétale ayant évolué vers le concept de développement durable, l'INRA oriente ses activités scientifiques suivant un troisième axe : l'environnement. D'une manière générale, les orientations de recherches sont guidées non seulement par des questionnements scientifiques mais aussi par des enjeux socio-économiques. Les résultats obtenus débouchent sur des innovations pour la société et permettent d'éclairer les décisions publiques ou privées. Cette approche, dite de recherche finalisée, caractérise l'INRA **(4, 28, 99)**.

Le budget de l'institut était de 678 millions d'euros pour l'année 2006. L'INRA emploie presque 11 000 personnes dont 8 576 sont titulaires (1 826 scientifiques, 2 396 ingénieurs, 4 354 techniciens et administratifs) **(99)**. L'institut est constitué de 257 unités de recherche et de 50 unités expérimentales qui sont regroupées au sein de 14 départements scientifiques. Il existe également 21 centres régionaux répartis sur toute la France, y compris en outre-mer, qui collaborent étroitement avec la direction générale basée à Paris **(14)**.

#### 5. L'Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité

L'institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité, ou INRETS, a été créé en 1985 pour assurer la mission de recherche publique finalisée dans le domaine des transports et de leur sécurité. Il est actuellement sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire **(51, 74)**.

L'INRETS mène des recherches dans le domaine des transports terrestres ainsi qu'aux interfaces du maritime et de l'aérien. Ses actions sont orientées suivant trois axes principaux : accroître la sécurité des personnes, optimiser l'usage des réseaux et enfin, améliorer la fiabilité et la durabilité des systèmes de transport tout en réduisant leur impact environnemental **(6, 51, 73)**.

En 2006, le budget de l'institut atteignait la somme de 43 millions d'euros. L'INRETS emploie environ 500 personnes dont 448 ont des postes de fonctionnaires titulaires (notamment 168 chercheurs et 258 ingénieurs et techniciens). L'institut est constitué de 18

unités de recherche et 1 unité de service réparties sur 6 centres différents (Villeneuve d'Ascq, Marne la Vallée, Arcueil, Versailles – Satory, Lyon – Bron et Marseille – Salon). Le siège de l'INRETS est basé à Arcueil dans le Val de Marne (**5, 90**).

## 6. L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique

L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, ou INRIA, a été fondé en 1967 pour doter la France d'une recherche et d'une industrie en informatique. A une époque où le mot informatique était peu répandu, Jacques-Louis Lions, mathématicien, PDG de l'institut de 1980 à 1984 et grand visionnaire, mise sur le développement futur de l'informatique et des mathématiques appliquées. Les recherches menées à l'INRIA à cette époque ont donc été pionnières et innovantes. L'institut est sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (**51, 76, 92**).

Avec l'évolution de l'informatique, présente au sein de toutes les activités économiques et dans le quotidien, l'INRIA a maintenant orienté ses activités vers les sciences et technologies de l'information et des communications. Les recherches menées au sein de cet établissement s'organisent suivant quatre grands axes : la modélisation de systèmes dynamiques complexes, la sécurité et la fiabilité des systèmes informatiques, le développement de nouveaux réseaux ainsi que l'interaction mondes réels - mondes virtuels (**75, 76, 92**).

Le budget de l'INRIA était de 186 millions d'euros en 2007. L'institut accueille 3 800 personnes dont 2 800 sont des scientifiques (1 300 chercheurs et enseignants - chercheurs, 1 000 doctorants, 500 post doctorants et contractuels). Ces derniers sont répartis au sein de 150 équipes – projet, elles-mêmes rattachées à une des 8 unités de recherche. La direction générale de l'INRIA se situe à Rocquencourt dans les Yvelines (**75, 92**).

## 7. L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, ou Inserm, a été créé en 1964 pour remplacer l'Institut National d'Hygiène. De manière à optimiser la recherche qui allait y être menée, la plupart des laboratoires de l'institut ont été implantés au sein de Centres Hospitaliers Universitaires (CHU). A l'heure actuelle, cet établissement est sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (**51, 88**).

L'Inserm est le seul organisme de recherche publique français entièrement consacré à la santé humaine. Il a pour mission d'étudier toutes les maladies humaines, des plus courantes aux plus rares. Pour cela, l'Inserm pratique plusieurs types de recherche : fondamentale, clinique, diagnostique et en santé publique (**88**).

En 2007, le budget de l'institut s'élevait à 612 millions d'euros. Ce sont 13 000 personnes, dont 6 000 chercheurs, qui travaillent à l'Inserm et qui sont réparties dans les 316 unités de recherche situées en France métropolitaine. Ces dernières sont rattachées à une des 13 administrations déléguées régionales et affiliées à un des 8 instituts thématiques qui définissent la nouvelle organisation de l'institut. La direction générale de l'Inserm se trouve à Paris. Il existe également 6 unités de recherche à l'étranger **(88)**.

## 8. L'Institut de Recherche pour le Développement

Depuis 1998, l'Institut de Recherche pour le Développement, ou IRD, correspond à la nouvelle appellation de l'Orstom, l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. Ce dernier, créé en 1944, avait pour mission la recherche scientifique en France d'outre-mer. L'IRD est aujourd'hui sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie **(51, 98)**.

L'institut conduit des recherches dont l'objectif est de contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud. Six champs prioritaires d'investigation sont à l'ordre du jour : les risques naturels et le climat, la gestion durable des écosystèmes, les ressources en eau et l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, les politiques de santé, le développement et la mondialisation **(77)**.

Pour l'année 2006, le budget de l'IRD était de 200 millions d'euros. L'institut emploie 2 231 personnes dont 828 chercheurs et 1 013 ingénieurs et techniciens. 43 % des agents travaillent hors métropole, dont plus de la moitié sur le continent africain. L'IRD, présent dans 40 pays, est organisé en 79 unités de recherche et de service **(77)**.

## 9. Le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées

Le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées, ou LCPC, a vu le jour en 1949 dans la perspective de rattraper le retard pris en matière de conception et de construction routière après la seconde guerre mondiale. Il est actuellement sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire **(48, 51)**.

Le LCPC intervient dans le domaine des routes, des ouvrages d'art et de la géotechnique. Il s'est fixé pour mission de contribuer à la sécurité routière, à l'économie des ressources non renouvelables, à la préservation de l'environnement, à l'amélioration du milieu urbain, à la maîtrise des risques naturels, à la durabilité des infrastructures et à l'innovation dans le domaine du génie civil **(7, 78, 94)**.

Le budget du LCPC pour l'année 2006 était de 51 millions d'euros. Le laboratoire emploie 650 agents répartis au sein de 15 unités de recherche. Ces dernières sont implantées dans 5 sites géographiques de France métropolitaine (Paris, Satory, Marle la Vallée, Nantes et Grenoble) **(79)**.

**Tableau 1 : Récapitulatif des principales données concernant les différents EPST**

<b>Nom de l'EPST</b>	<b>Date de création</b>	<b>Ministères de tutelle</b>	<b>Thématiques de recherches</b>	<b>Budget (en millions d'€)</b>	<b>Nombre d'unités</b>	<b>Effectifs</b>
Cemagref	1981 (27 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Agriculture et Pêche	Impact des activités vis-à-vis d'un territoire	89 (en 2007)	28	1 350
CNRS	1939 (69 ans)	Enseignement supérieur et Recherche	Recherche fondamentale couvrant la totalité des champs scientifiques	3 080 (2007)	1 200	32 000
INED	1945 (63 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Travail, Relations sociales, Famille et Solidarité	Etude des populations sous des aspects démographique, génétique, historique, économique ...	12,5 (en 2006)	11	200
INRA	1946 (62 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Agriculture et Pêche	Agriculture, alimentation et environnement	678 (en 2006)	307	11 000
INRETS	1985 (23 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Ecologie, Energie, Développement durable et Aménagement du territoire	Transports terrestres ainsi qu'aux interfaces du maritime et de l'aérien	43 (en 2006)	19	500
INRIA	1967 (41 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Economie, Industrie et Emploi	Sciences et technologies de l'information et des communications	186 (en 2007)	8	3 800
Inserm	1964 (44 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Santé, Jeunesse, Sports et Vie associative	Etude de toutes les maladies humaines	612 (en 2007)	322	13 000
IRD	1944 (64 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Coopération, Développement Francophonie.	Développement économique, social et culturel des pays du Sud	200 (en 2006)	79	2 231
LCPC	1949 (59 ans)	Enseignement supérieur et Recherche Ecologie, Energie, Développement durable et Aménagement du territoire	Routes, ouvrages d'art et géotechnique	51 (en 2006)	15	650

# La perception des EPST par les citoyens

## I. Les citoyens, des interlocuteurs ambivalents pour les institutions publiques

Concernant les institutions publiques en général, les citoyens éprouvent un sentiment de respect tout en critiquant l'image routinière du fonctionnaire. La relation qui existe entre ces deux parties est relativement complexe car elle n'est ni de nature commerciale, ni de nature contractuelle. De plus, il apparaît que le citoyen attend d'être informé et pris en considération tout en tenant un rôle de décideur, même si ce dernier se révèle très limité voire impuissant (52).

Dans ce contexte, il était intéressant de voir ce qu'il en était de la perception des EPST par les citoyens. En effet, les EPST, même s'ils sont des institutions publiques, n'en possèdent pas moins cette fonction de recherche qui est, encore de nos jours, auréolée d'un certain prestige.

## II. Les enquêtes, un moyen d'évaluation de la perception des EPST par les citoyens

### 1. Le contexte d'investigation

Pour tenter d'évaluer la perception des EPST par les citoyens, la méthode qui m'a semblé la plus objective a été de rechercher des résultats d'enquêtes menées auprès du grand public. Il s'est avéré que ce genre de démarche est encore assez anecdotique du fait principalement de son caractère onéreux. Ainsi, la seule enquête dont j'ai pu disposer a été réalisée en 2006 par la *tns sofres*, à la demande du Département Stratégie d'Opinion du CNRS, à propos de la notoriété du CNRS (8). Cette dernière comparait le CNRS avec les principaux organismes publics de recherche, à savoir deux EPST (l'INRA et l'Inserm) et deux EPIC (le CNES –ou Centre National d'Etudes Spatiales- et le CEA –ou Commissariat à l'Energie Atomique-).

Etant donné que je souhaitais évaluer la perception des neuf EPST par le grand public, j'ai décidé de réaliser une mini-enquête. Cette démarche est critiquable du point de vue de l'échantillonnage (200 personnes) car il est plus faible que dans les enquêtes classiques. Cependant elle a le mérite de donner un début d'information concernant la visibilité et la lisibilité des petits organismes publics de recherche, données qui n'existent dans aucun document à l'heure actuelle.

## 2. Les conditions d'enquête

### ● Pour l'enquête de la *tns sofres*

L'enquête de la *tns sofres* a été menée les 22 et 23 novembre 2006 en face à face auprès d'un échantillon national de 1020 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus (sexe, âge, CSP –ou catégorie socio-professionnelle-, type d'habitat et région de résidence). Le descriptif de cet échantillon figure dans le tableau 2 (8).

**Tableau 2 :** Descriptif de l'échantillon de population interrogé pour l'enquête de la *tns sofres*

<b>Sexe :</b>		<b>Age :</b>	
Hommes	48 %	- de 25 ans	11 %
Femmes	52 %	25 à 34 ans	16 %
		35 à 49 ans	27 %
		50 à 64 ans	24 %
		65 ans et +	22 %
<b>CSP :</b>		<b>Type d'habitat :</b>	
CSP +	33 %	Rural (- de 2 000 ha)	26 %
<i>Dont cadres et professions libérales</i>	12 %	Urbain (2 000 ha et +)	74 %
<i>Dont professions intermédiaires :</i>	14 %		
CSP -	30 %		
<i>Dont employés :</i>	10 %		
<i>Dont ouvriers :</i>	20 %		
Sans activité professionnelle :	37 %	<b>Région de résidence :</b>	
		Ile-de-France	17 %
		Province	83 %

### ● Pour la mini-enquête

La mini-enquête a été conduite du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008 par téléphone auprès d'un échantillon national de 200 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 15 ans et plus (sexe, âge, CSP –ou catégorie socio-professionnelle-, type d'habitat et région de résidence) (89). De manière délibérée, le niveau de diplôme de l'échantillon interrogé est supérieur à celui de la population française. Le descriptif de cet échantillon figure dans le tableau 3.



**Tableau 3 :** Descriptif de l'échantillon de population interrogé pour la mini-enquête

<b>Sexe :</b>		<b>Age :</b>			
Hommes	49 %	15 à 19 ans	8 %	40 à 59 ans	33 %
Femmes	51 %	20 à 39 ans	33 %	60 ans et +	26 %
<b>CSP :</b>					
Cadres et professions intellectuelles supérieures :				8,0 %	
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise :				3,0 %	
Agriculteurs exploitants :				1,5 %	
Professions intermédiaires				11,5 %	
Employés				16,5 %	
Ouvriers				13,5 %	
Sans activité professionnelle				46,0 %	
<b>Type d'habitat :</b>			<b>Région de résidence :</b>		
Rural (- de 2 000 ha)	26,5 %		Ile-de-France	18,5 %	
Urbain (2 000 ha et +)	73,5 %		Province	81,5 %	
<b>Niveau de diplôme :</b>					
		De l'échantillon	De la population		
Niveau VI	(Aucun, CEP, BDC)	24,0 %	40,2 %		
Niveau V	(CAP, BEP)	28,0 %	22,6 %		
Niveau IV	(Bac)	14,0 %	15,8 %		
Niveau III	(Bac +2)	12,5 %	10,2 %		
Niveau II et I	(Bac +3 à Bac +8)	21,5 %	11,2 %		

### 3. Les questions posées lors de l'enquête

#### ● Pour l'enquête de la *tns sofres*

Il ne figure ici que les deux questions de l'enquête ayant un intérêt direct dans le contexte de ce mémoire (8).

**Q 1 :** Avez-vous l'impression de connaître très bien, plutôt bien, seulement de nom ou pas du tout :

- le CNRS ;
- l'INRA ;
- l'Inserm ;
- le CNES ;
- le CEA ?

**Q 15 :** D'une manière générale, avez-vous l'impression que la science apporte à l'Homme :

- plus de bien que de mal ;
- plus de mal que de bien ;
- à peu près autant de bien que de mal ?

## ● Pour la mini-enquête

Afin de conserver au maximum l'attention des personnes interrogées, trois questions très ciblées ont été posées pour chacun des 9 EPST (le Cemagref, le CNRS, l'INED, l'INRA, l'INRETS, l'INRIA, l'Inserm, l'IRD et le LCPC).

**Q1** : Connaissez-vous cet organisme au moins de nom ?

**Q2** : Si oui à Q1, savez-vous quel type de recherche est menée au sein de cet organisme ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?

**Q3** : Si oui à Q1, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme :

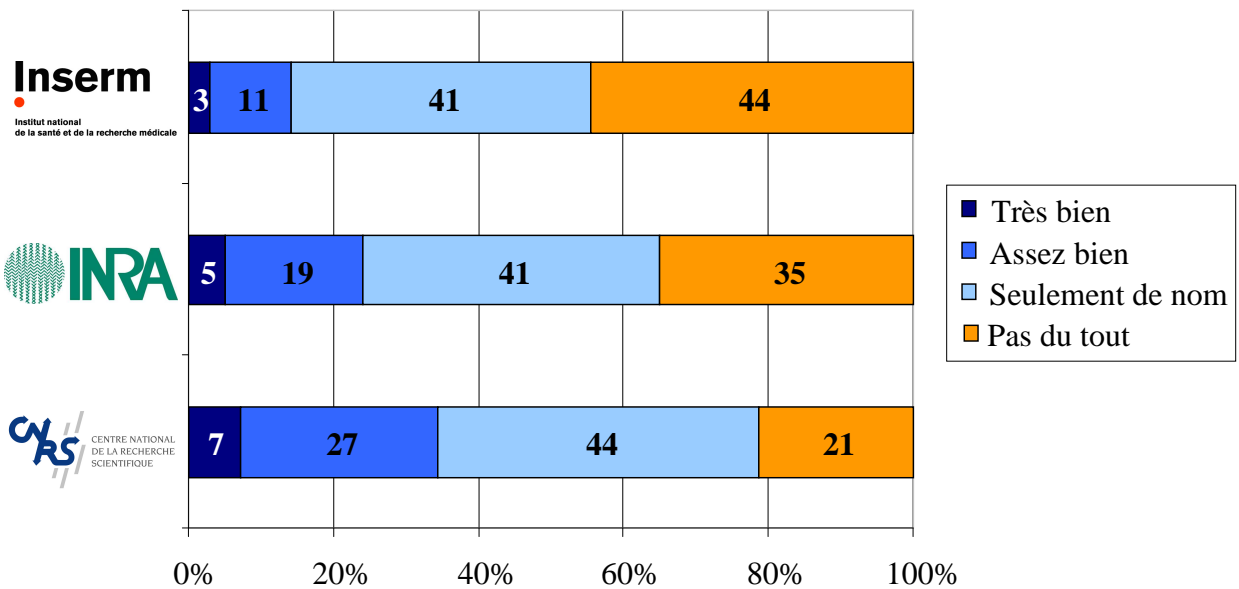
- positive ;
- négative ;
- sans avis ?

### III. La visibilité des EPST pour les citoyens

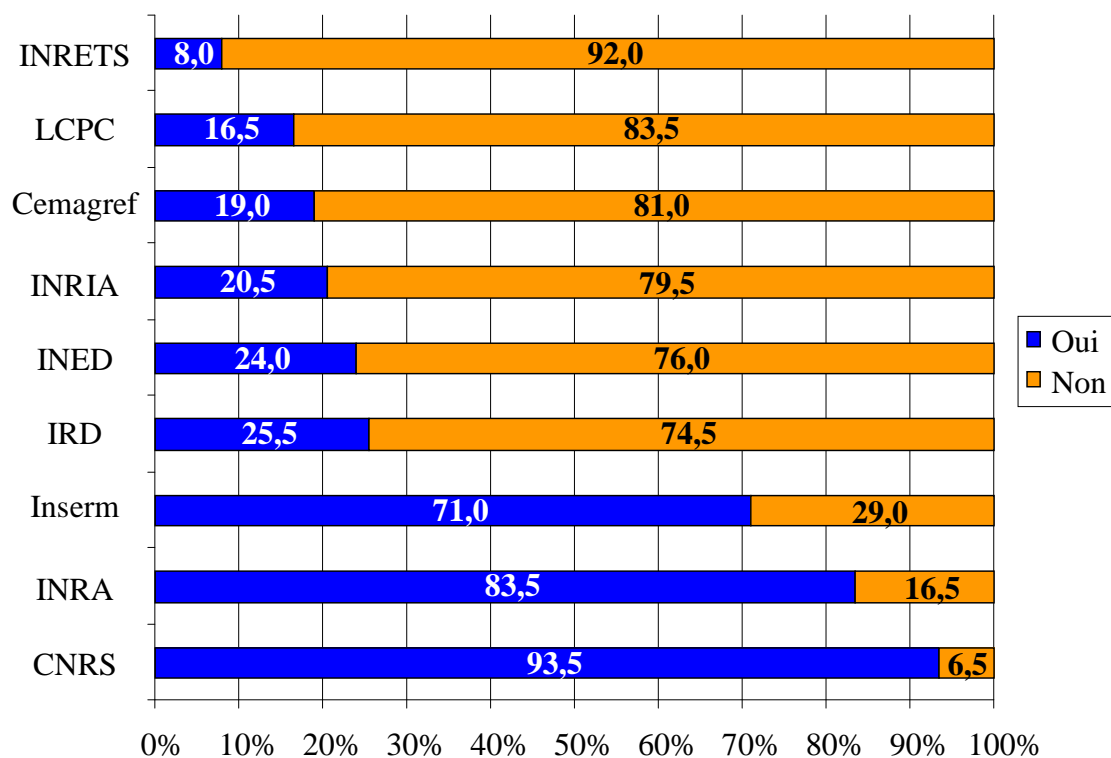
#### a. Situation générale

Dans un premier temps, le but était de savoir dans quelle mesure les noms des EPST étaient connus du public. L'enquête de la *tns sofres* nous apprend que le CNRS, l'INRA et l'Inserm sont connus au moins de nom à respectivement 78 %, 65 % et 55 % (cf Figure 2) (8). La mini-enquête, menée sur un échantillon plus diplômé que la population française globale, nous révèle que les personnes interrogées disent connaître, au moins de nom : le CNRS à 93,5 %, l'INRA à 83,5 % et l'Inserm à 71 %, l'IRD à 25,5 %, l'INED à 24 %, l'INRIA à 20,5 %, le Cemagref à 19 %, le LCPC à 16,5 % et l'INRETS à 8 % (cf Figure 3).

Ces premiers chiffres montrent tout d'abord l'importance du niveau de diplôme dans la connaissance des EPST car la mini-enquête enregistre des pourcentages bien supérieurs à ceux de la *tns sofres*. Cependant, dans les deux cas, l'ordre reste le même avec le trio de tête constitué du CNRS, de l'INRA et de l'Inserm. Ceux-ci sont, comme nous l'avons vu précédemment, les trois EPST les plus importants en termes d'effectifs et de budget. Il y a ensuite un groupe d'organismes moyennement connus (entre 20 et 26 %) où il est intéressant de noter la place de l'INED, de taille pourtant modeste, qui arrive en 5<sup>ème</sup> position. Puis, viennent les EPST très peu connus (moins de 20 %) qui sont des structures peu réparties sur l'ensemble du territoire et dont les effectifs sont relativement restreints.



**Figure 2 :** Pourcentages de réponses à la question « Avez-vous l'impression de connaître très bien, plutôt bien, seulement de nom ou pas du tout : le CNRS, l'INRA et l'Inserm ? » (source : enquête tns sofres)

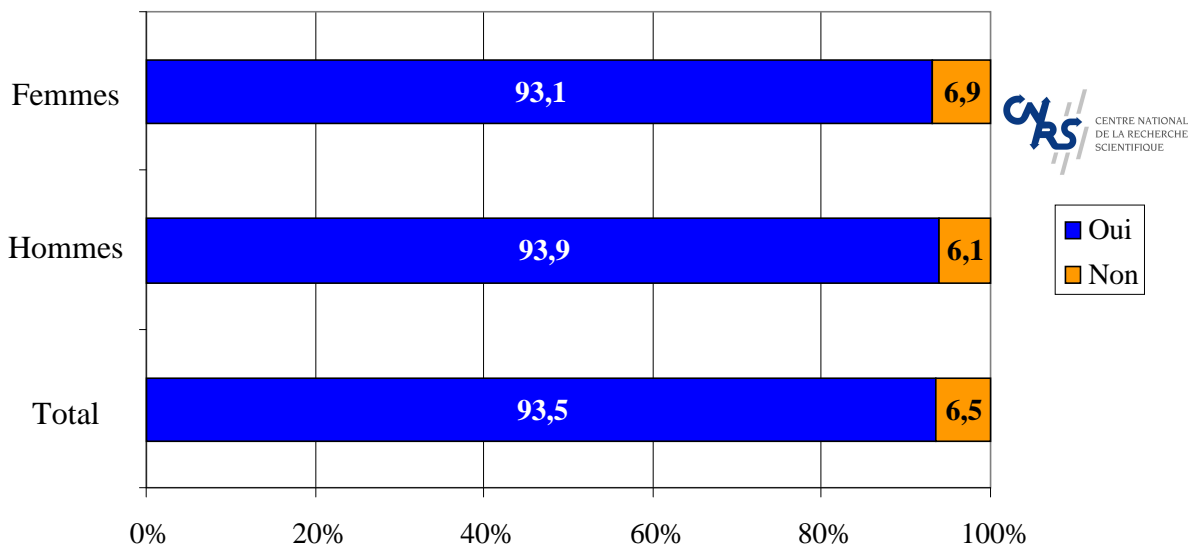


**Figure 3 :** Pourcentages de réponses à la question « Connaissez-vous cet organisme au moins de nom ? » (source : mini-enquête)

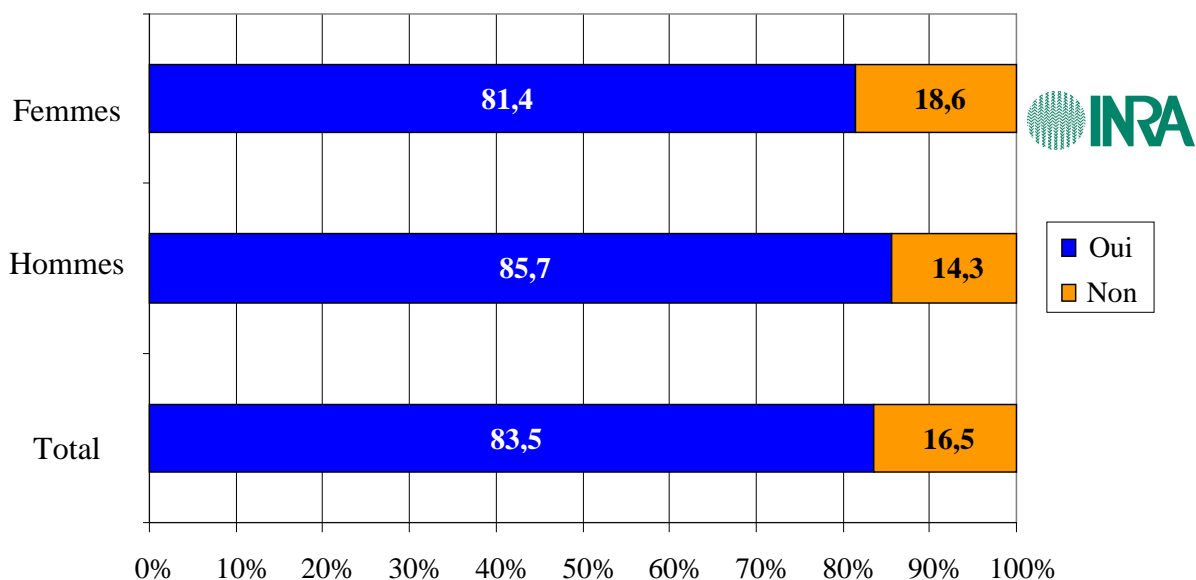
En plus des chiffres sur l'échantillon global, il pouvait également être intéressant de regarder ce qu'il en était pour les différents paramètres pris en compte lors de la mini-enquête (sexe, tranche d'âge, niveau de diplôme, catégorie socio-professionnelle, type d'habitat et région de résidence).

### b. En fonction du sexe

Pour le CNRS, l'INED, l'Inserm et l'INRIA, le sexe ne semble pas avoir d'influence (cf Figure 4). Par contre, le Cemagref et l'INRA sont plus connus des hommes (cf Figure 5) alors que l'IRD, l'INRETS et le LCPC le sont plus des femmes.



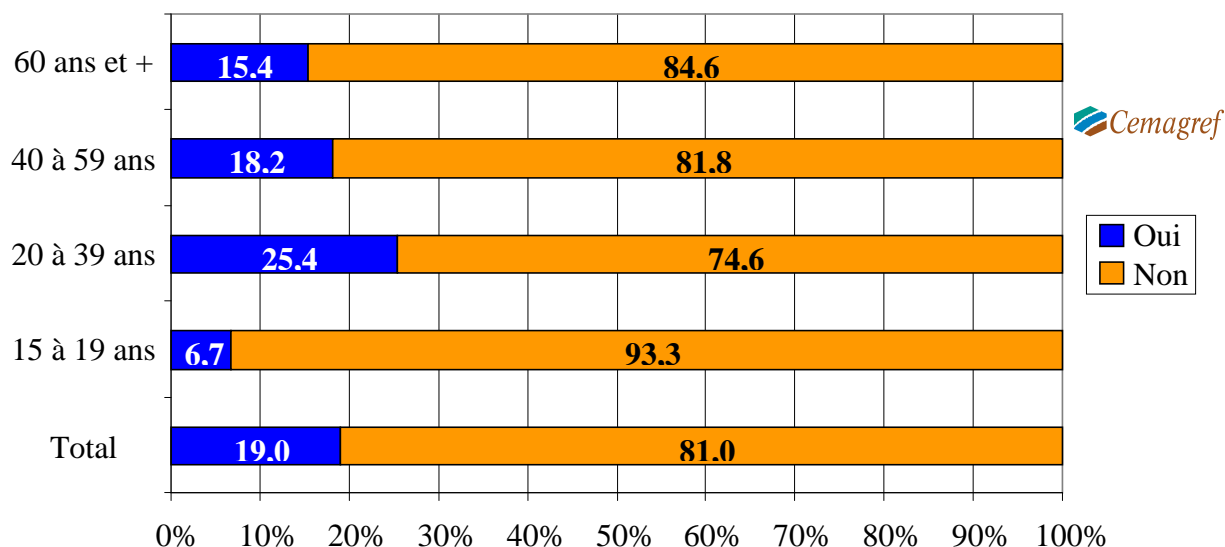
**Figure 4 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous le CNRS au moins de nom ?* » en fonction du sexe (source : mini-enquête)



**Figure 5 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRA au moins de nom ?* » en fonction du sexe (source : mini-enquête)

### c. En fonction de la tranche d'âge

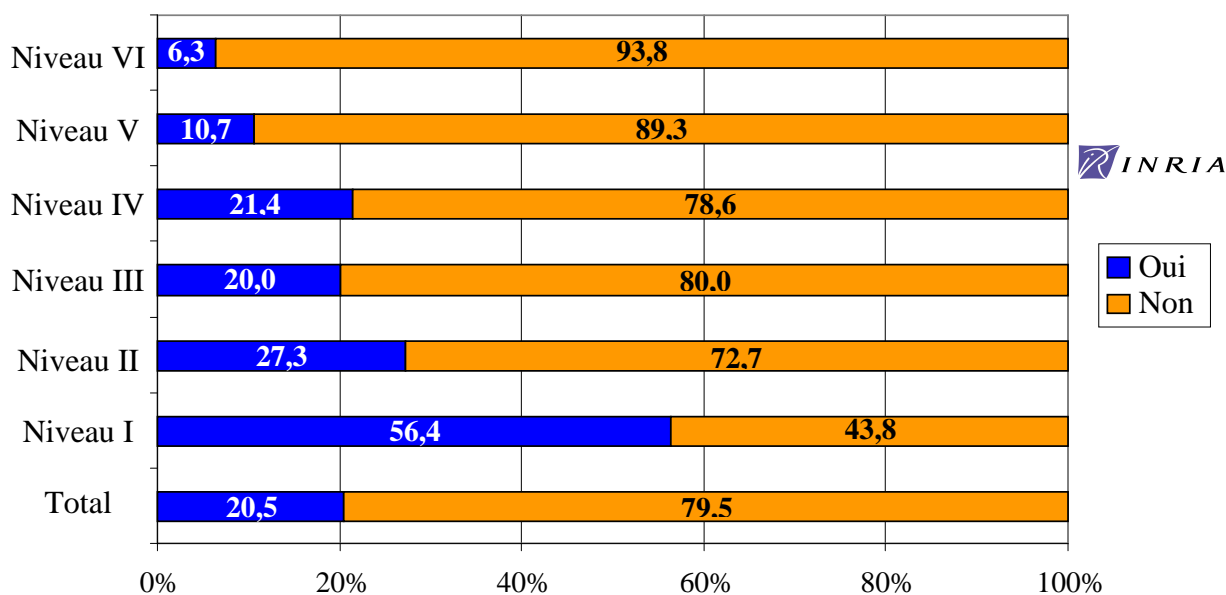
D'une manière générale, les organismes les plus anciens sont le plus connus par les gens de la tranche d'âge 40 – 59 ans. C'est le cas pour le CNRS (69 ans), l'INED (63 ans) et l'INRA (62 ans) (cf Figures 6 et 7). Les EPST plus récents, comme le Cemagref (27 ans), l'Inserm (44 ans) et l'INRIA (41 ans), touchent plutôt la tranche d'âge des 20 – 39 ans (cf Figure 6). D'un point de vue global, les personnes entre 15 et 19 ans ainsi que celle ayant 60 ans et plus apparaissent comme les tranches d'âge qui connaissent le moins les EPST.



**Figure 6 :** Pourcentages de réponses à la question « Connaissez-vous le *Cemagref* au moins de nom ? » en fonction de la tranche d'âge (source : mini-enquête)

### d. En fonction du niveau de diplôme

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le niveau de diplôme a un impact important sur la connaissance des EPST. En effet, les personnes ayant un niveau I (Bac +5 et plus) ou un niveau II (Bac +3 et Bac +4) s'octroient la grande majorité du temps les pourcentages les plus élevés (cf Figure 7). Il existe cependant des exceptions, avec par exemple l'INED et l'INRETS qui sont plutôt méconnus des gens ayant un niveau I ainsi que le Cemagref et le LCPC qui n'évoquent quasiment rien aux sondés de niveau II (cf Figure 10). A l'inverse, les personnes ayant un niveau V (CAP et BEP) ou un niveau VI (aucun diplôme, certificat d'études, brevet des collèges) se voient la plupart du temps obtenir les pourcentages les plus faibles. Les gens ayant un niveau II (Bac +2) ou un niveau III (Bac) se situent très souvent dans des pourcentages moyens comparés à l'échantillon total (cf Figure 7).



**Figure 7 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRIA au moins de nom ?* » en fonction du niveau de diplôme (source : mini-enquête)

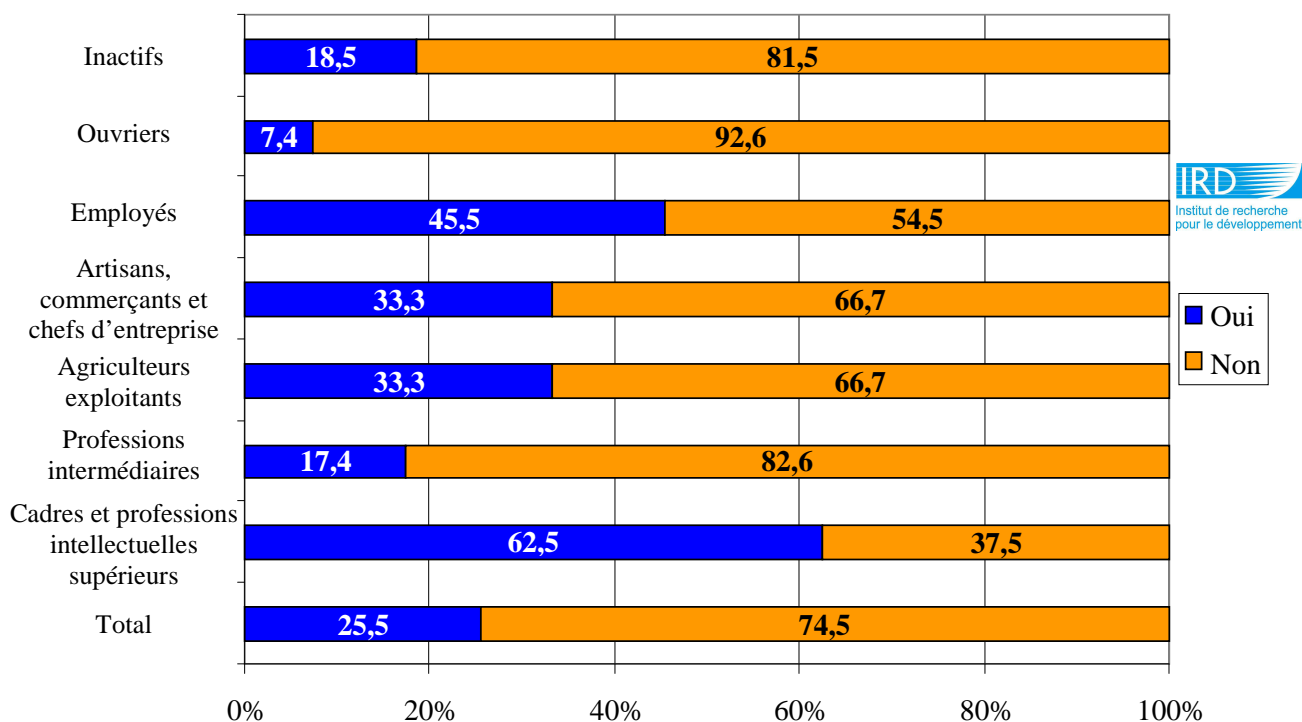
#### e. En fonction de la catégorie socio-professionnelle

Les cadres et professions intellectuelles supérieures occupent toujours le haut du tableau sauf dans le cas de l'INED et de l'INRETS (cf Figures 8 et 9).

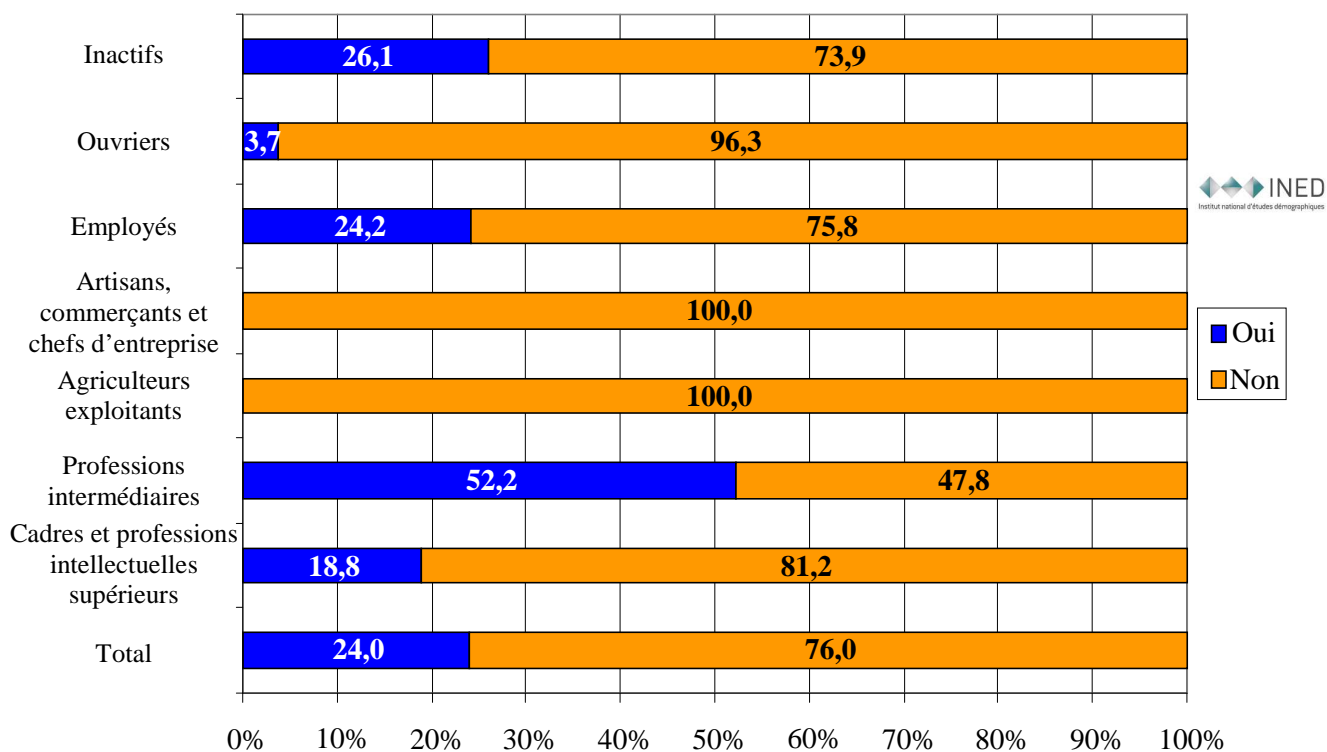
D'une manière générale, les professions intermédiaires ainsi que les employés s'octroient également de très bons pourcentages (cf Figure 9). Le LCPC fait cependant exception ainsi que l'IRD qui est lui, plutôt méconnu des professions intermédiaires (cf Figure 8).

Les agriculteurs exploitants, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise obtiennent de bons pourcentages pour le CNRS, l'INRA, l'IRD et le LCPC, et de faibles voire très faibles chiffres pour l'INED, l'INRETS, l'Inserm et l'INRIA (cf Figures 8 et 9). Le Cemagref est très bien connu des agriculteurs exploitants mais pas très bien des artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Les ouvriers, eux, se voient toujours attribuer de très faibles pourcentages (cf Figure 8 et 9). Les inactifs connaissent eux aussi assez peu les EPST comparé à l'échantillon total, sauf dans le cas de l'INED et du LCPC (cf Figures 8 et 9).



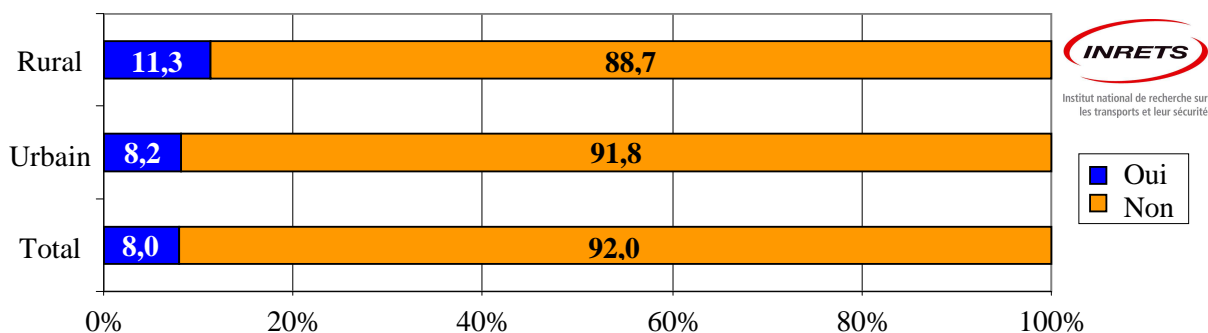
**Figure 8 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'IRD au moins de nom ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle (source : mini-enquête)



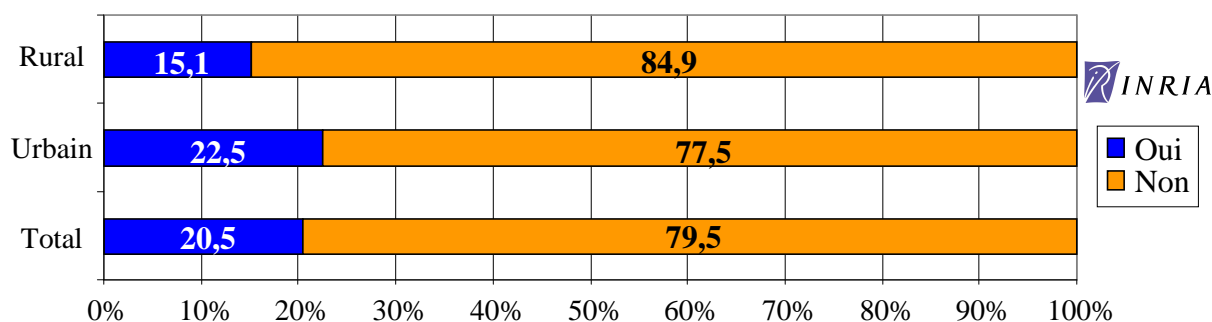
**Figure 9 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INED au moins de nom ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle (source : mini-enquête)

#### f. En fonction du type d'habitat

Les personnes issues d'un habitat urbain (c'est-à-dire résidant dans des communes d'au moins 2 000 habitants) ont une connaissance des EPST très proche de celle de l'échantillon total (cf Figures 10 et 11). C'est aussi majoritairement le cas pour les personnes habitant dans une zone rurale (c'est-à-dire résidant dans des communes de moins de 2 000 habitants), avec tout de même trois exceptions. Ainsi, les ruraux semblent mieux connaître l'INRETS et l'Inserm que les citadins, alors que c'est la situation inverse pour l'INRIA (cf Figures 10 et 11).



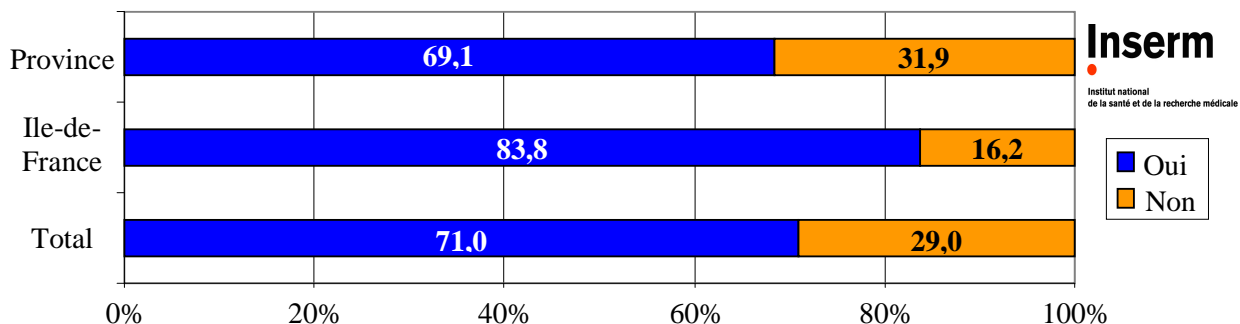
**Figure 10 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRETS au moins de nom ?* » en fonction du type d'habitat (source : mini-enquête)



**Figure 11 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRIA au moins de nom ?* » en fonction du type d'habitat (source : mini-enquête)

#### g. En fonction de la région de résidence

D'une manière générale, les pourcentages obtenus par les gens résidant en Ile-de-France sont toujours supérieurs à ceux de l'échantillon total et des provinciaux (cf Figure 12).



**Figure 12 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'Inserm au moins de nom ?* » en fonction de la région de résidence (source : mini-enquête)



De manière délibérée, nous ne commenterons pas tout de suite la série de résultats qui précède car elle est intimement liée à celle qui suit, à savoir la lisibilité des EPST pour les citoyens. En effet, ça n'est pas parce qu'une personne dit connaître le nom de l'organisme qu'elle a une idée précise de ses activités. Il est même possible que ce nom soit confondu avec un autre. Par exemple, durant la mini-enquête, plusieurs personnes ont fait un amalgame entre l'Inserm et l'INSEE. De plus, l'avis que les citoyens portent sur les recherches menées par les différents établissements viendra compléter le schéma global de la perception des EPST par le grand public.

#### IV. La lisibilité des EPST pour les citoyens

##### a. Critères utilisés pour l'étude

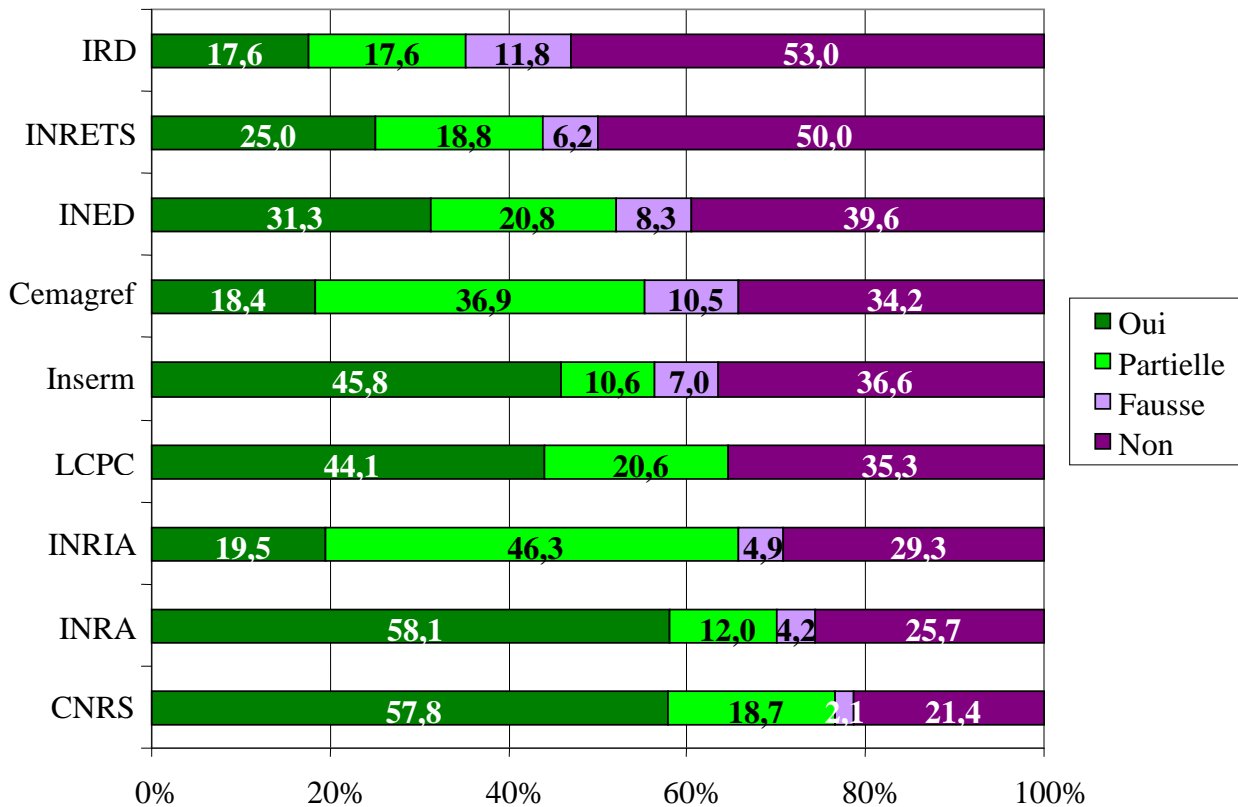
Pour étudier ce point, nous nous appuyons sur la mini-enquête grâce aux réponses obtenues à la question suivante : « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est menée ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* ». Ainsi, les pourcentages présentés dans cette partie ne correspondent pas à l'échantillon total : ils ont été calculés à partir du nombre de personnes qui disent connaître l'établissement au moins de nom. La manière dont les réponses ont été traitées est expliquée dans le tableau 4 ci-dessous.

**Tableau 4 :** Détail de la démarche utilisée pour traiter les réponses obtenues à la question « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* »

Nom de l'EPST	Types de réponses considérées comme EXACTES	Types de réponses considérées comme PARTIELLES	Types de réponses considérées comme FAUSSES
Cemagref	Agriculture et environnement Agronomie et environnement	Machinisme agricole Eaux et forêt Engins agricoles	Pêche maritime Fruits et légumes Assurances
CNRS	Recherche scientifique Toutes disciplines scientifiques	Sciences dures Sciences humaines	Sondages Développement durable
INED	Démographie	Taux de natalité Densité	Edition Librairie
INRA	Agriculture Agroalimentaire Agronomie	Forêts OGM et clonage Produits agricoles	Audiovisuel Nucléaire Forêts
INRETS	Sécurité et transports	Sécurité Transports	Economie Technologie
INRIA	Informatique et automatique Informatique et technologie	Informatique Télécommunication	Agriculture Agronomie
Inserm	Santé Médical Humain	Vaccins Epidémiologie Maladies	Physique nucléaire Mer Economie
IRD	Aide au développement des pays du Sud	Développement Projets Outre-Mer	Contrôle qualité Sciences physiques
LCPC	Génie civil Routes et étude des terrains	Ouvrages d'art Routes	-

## b. Situation générale

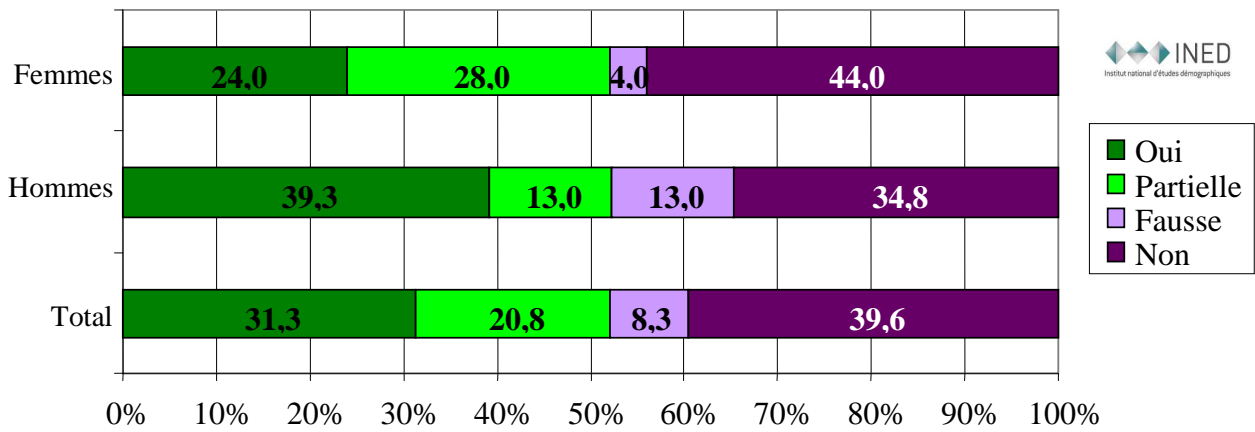
Concernant la lisibilité des EPST, il est possible de distinguer trois catégories d'établissements (cf Figure 13). Le premier regroupe ceux dont l'activité est très bien connue (à plus de 60 %) ; il s'agit du CNRS (76,5 %), de l'INRA (70,1 %), de l'INRIA (65,8 %) et du LCPC (64,7 %). Le second comporte ceux dont les recherches sont moyennement connues (entre 50 % et 57 %) ; il s'agit de l'Inserm (56,4 %), du Cemagref (55,3 %), et de l'INED (52,1 %). Le troisième comprend ceux dont l'activité est relativement peu connue (entre 35 % et 45 %) ; il s'agit de l'INRETS (43,8 %) et de l'IRD (35,2 %).



**Figure 13 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ? » (source : mini-enquête)

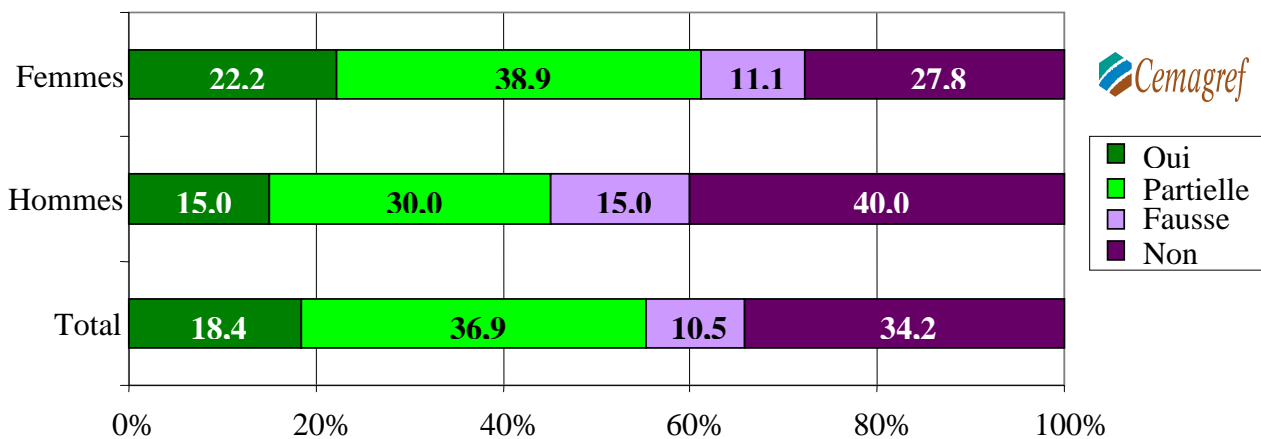
## b. En fonction du sexe

Les activités de l'INED et de l'Inserm sont autant connues des hommes que des femmes (cf Figure 14). Le CNRS, le LCPC, l'INRIA, l'IRD et l'INRETS mènent des recherches qui paraissent intéresser plutôt les hommes. Ceci peut s'expliquer par leurs principaux domaines d'activité qui sont en quelque sorte « masculins » : sciences dures, génie civil, informatique et transports.



**Figure 14 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INED au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du sexe (source : mini-enquête)

A l'inverse, les préoccupations actuelles du Cemagref et de l'INRA semblent être identifiées de façon bien plus précise par les femmes (cf Figure 15). Ceci résulte peut-être du tournant environnemental et agroalimentaire que ces deux établissements ont pris il y a quelque temps et qui correspond peut-être plus à des préoccupations féminines.

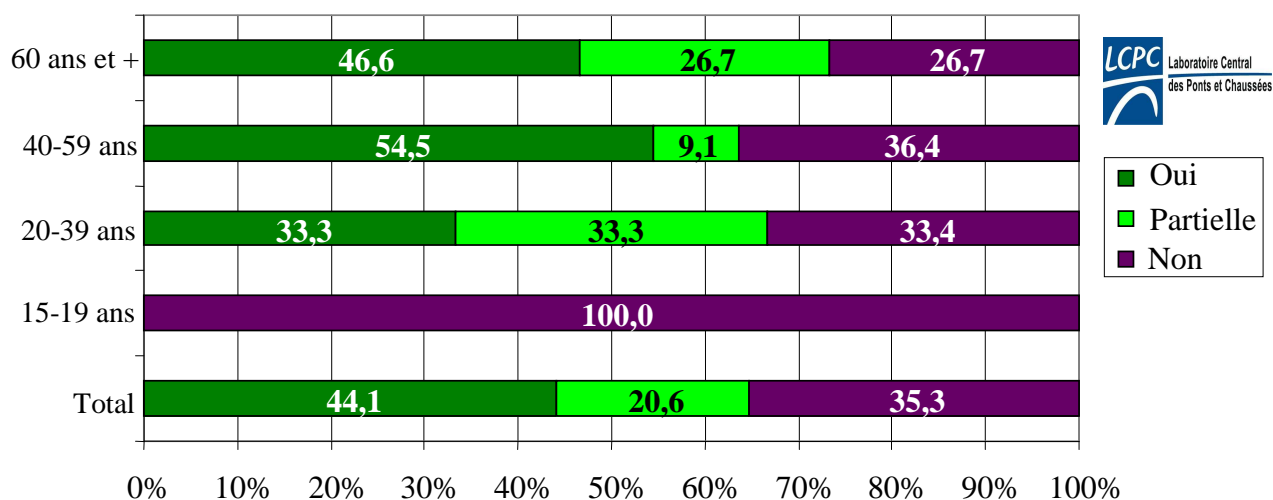


**Figure 15 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez le Cemagref au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du sexe (source : mini-enquête)

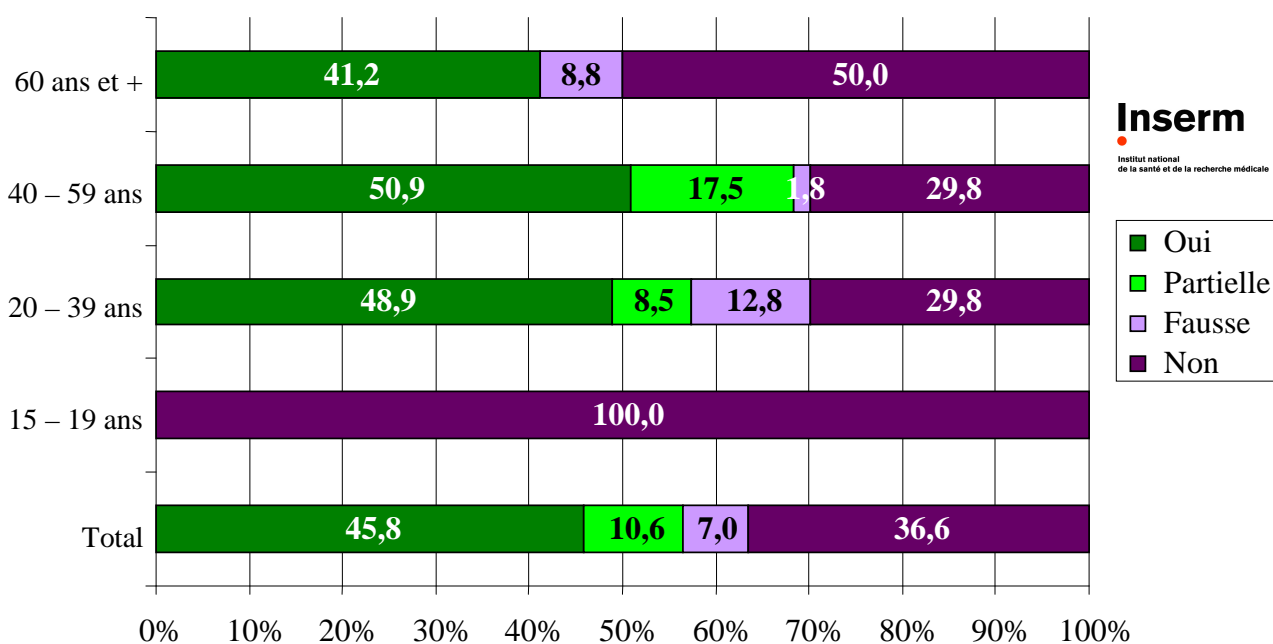
#### b. En fonction de la tranche d'âge

Globalement, il est possible de distinguer trois groupes d'organismes en établissant une corrélation entre l'ancienneté de l'EPST et la tranche d'âge qui l'identifie le mieux. Ainsi, l'IRD et le LCPC, vieux respectivement de 64 ans et 59 ans, sont davantage connus des 60 ans et plus (cf Figure 16). L'Inserm et l'INRIA, créés respectivement il y a 44 ans et 41 ans, sont perçus le plus précisément par les 30 – 49 ans (cf Figure 17). Le Cemagref et l'INRETS, fondés respectivement il y a 27 ans et 23 ans, sont plutôt connus des 20 – 39 ans.

Trois EPST ne suivent pas la corrélation ancienneté de l'établissement – tranche d'âge. Ainsi, le CNRS, vieux de 69 ans, est le plus lisible pour les 40 – 59 ans ainsi que pour les 20 – 39 ans, probablement du fait de sa pluridisciplinarité qui touche toutes les tranches d'âge. Pour l'INRA, créé il y a 62 ans, ce sont les 40 – 59 ans qui le cernent le mieux. Ceci s'explique peut-être par le fait que cet organisme a réorienté sa recherche dans les années 1970. Enfin, l'INED est encore une fois dans une position atypique. C'est un établissement vieux de 63 ans dont les recherches sont le mieux identifiées par les 20 – 39 ans. L'INED étant très impliqué dans le secteur de l'enseignement, il est possible d'envisager que les 20 – 39 ans sont les personnes chronologiquement les plus « proches » des études et donc les plus à même de se rappeler que l'organisme travaille sur la démographie.



**Figure 16 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez le **LCPC** au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ? » en fonction de la tranche d'âge (source : mini-enquête)



**Figure 17 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez **l'Inserm** au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ? » en fonction de la tranche d'âge (source : mini-enquête)

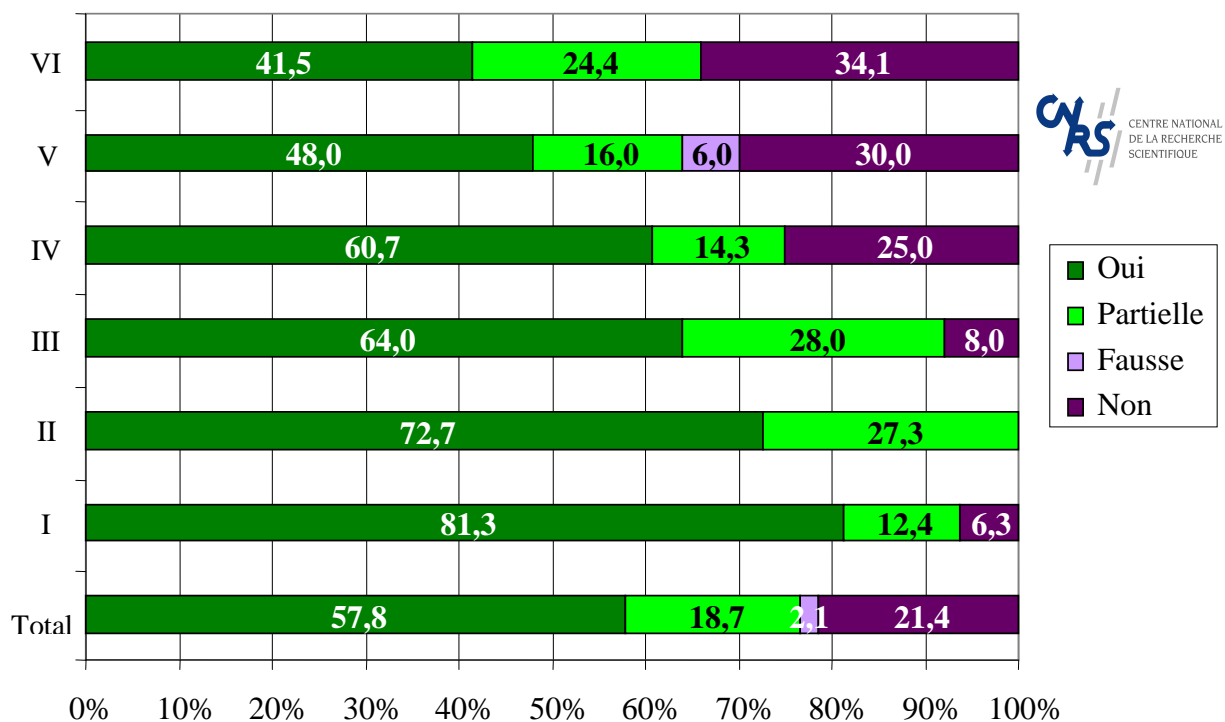
D'une manière générale, les 15 – 19 ans connaissent très mal, voire même pas du tout, les domaines d'activité des différents EPST (cf Figures 16 et 17). En effet, à cet âge, beaucoup d'adolescents ont d'autres préoccupations que la recherche.

### c. En fonction du niveau de diplôme

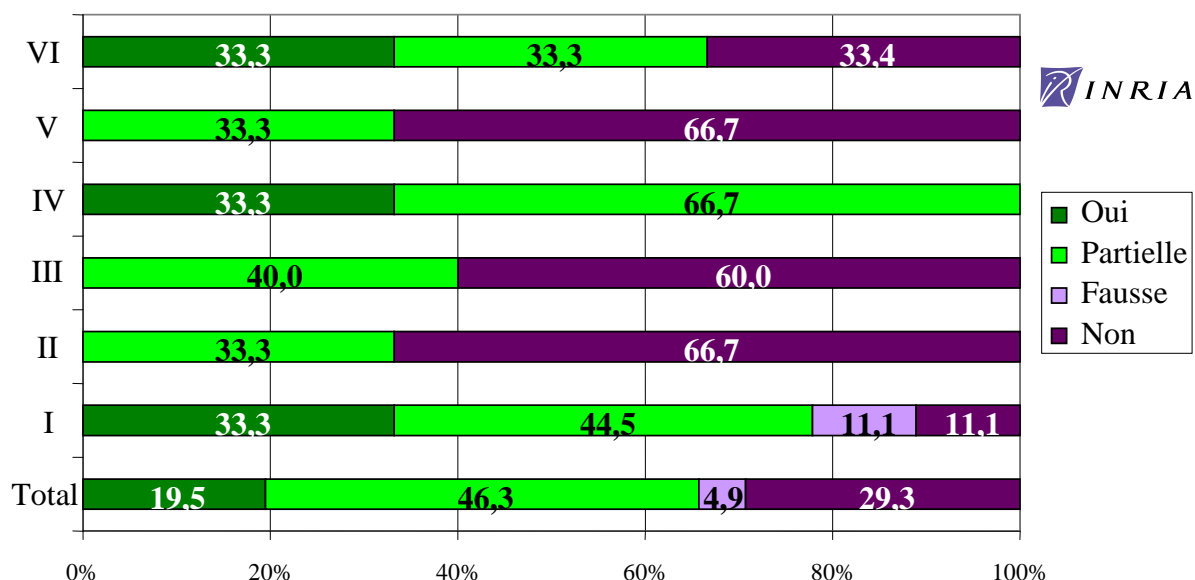
Tout comme le niveau de diplôme semblait influencer fortement la visibilité des EPST, il a également une grande influence sur leur lisibilité. Ainsi, les activités du CNRS, de l'INRA, de l'IRD, du Cemagref et de l'INED sont très bien identifiées par les personnes ayant un niveau I et II, moyennement connues par les gens possédant un niveau III et IV et moins bien délimitées, voire ignorées, pour les personnes ayant un niveau V et VI (cf Figure 18).

Cependant, l'INRIA, le LCPC et l'INRETS, même s'ils sont très bien connus par les personnes ayant un niveau I, le sont encore plus par les gens ayant un niveau IV, c'est-à-dire le baccalauréat (cf Figure 19). Il est donc possible que ceci soit du au fait que ces personnes exercent préférentiellement dans des domaines ayant trait à l'informatique, au génie civil et/ou aux transports terrestres.

Enfin, les recherches de l'Inserm sont extrêmement bien identifiées par les gens ayant un niveau I et moyennement connues des autres personnes. Cet EPST semble donc toucher de manière relativement égale toutes les catégories de la population sur le critère du niveau de diplôme.



**Figure 18 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez le CNRS au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ? » en fonction du niveau de diplôme (source : mini-enquête)



**Figure 19 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'INRIA au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ? » en fonction du niveau de diplôme (source : mini-enquête)

#### d. En fonction de la catégorie socio-professionnelle

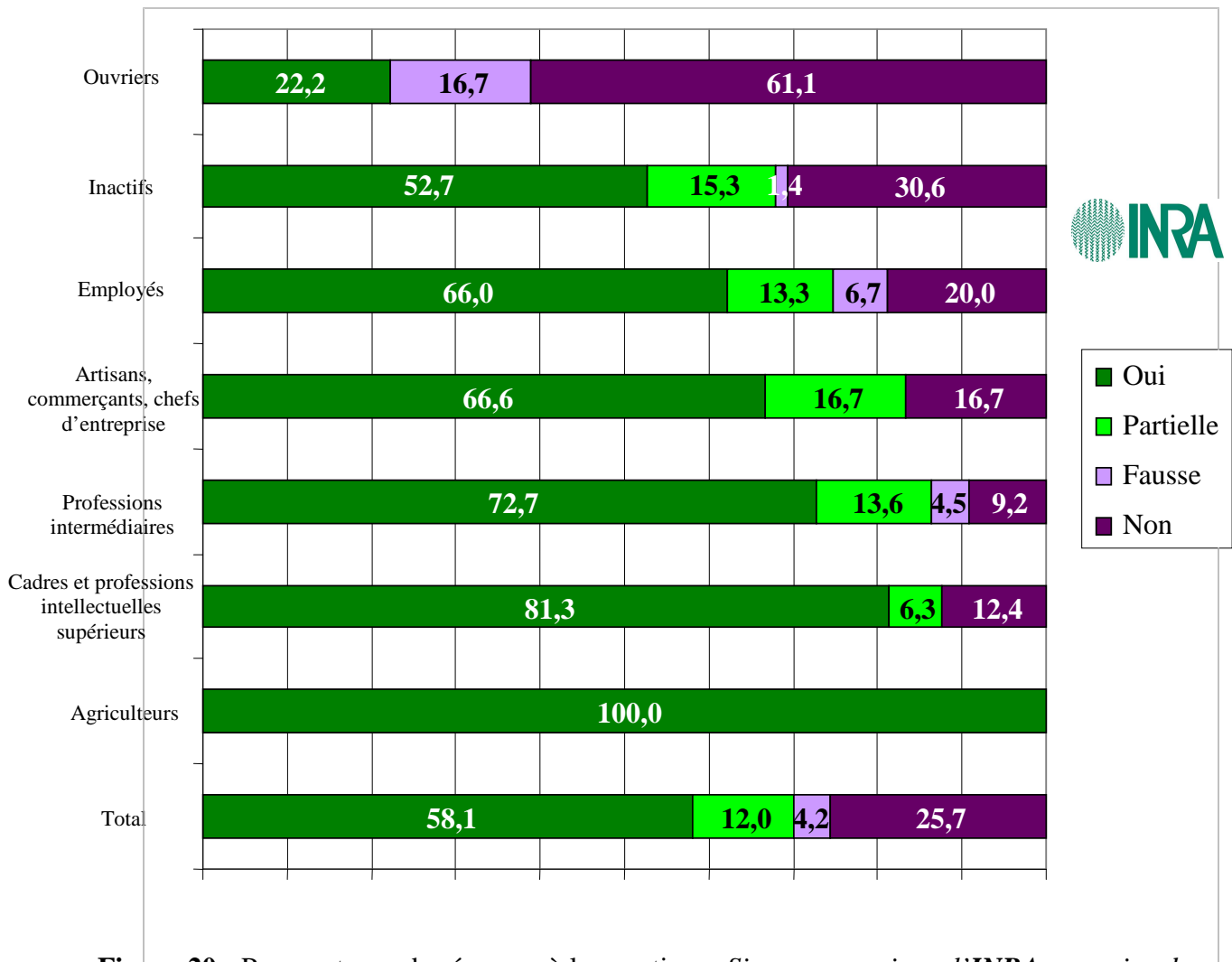
Les cadres et professions intellectuelles supérieures connaissent très bien les activités de tous les EPST avec tout de même un bémol pour l'INRETS.

Les recherches menées au CNRS, à l'INRA, à l'Inserm, à l'INRIA et à l'INED sont relativement bien identifiées par les professions intermédiaires et les employés. Par contre, celles du Cemagref et du LCPC, sont assez mal connues des ces deux catégories socio-professionnelles. Il est à noter que l'IRD possède une lisibilité très bonne auprès des professions intermédiaires mais extrêmement mauvaise auprès des employés. A l'inverse, les activités de l'INRETS sont bien identifiées par les employés et très moyennement par les professions intermédiaires.

Les agriculteurs exploitants, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise connaissent très bien les activités du CNRS, de l'INRA, de l'Inserm et du LCPC mais pas du tout celles du Cemagref, de l'INED, de l'IRD et de l'INRETS. Les recherches menées à l'INRIA et le Cemagref sont très bien identifiées par les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise mais pas du tout par les agriculteurs exploitants.

D'une manière générale et comparativement aux autres catégories socio-professionnelles, les ouvriers et les inactifs connaissent relativement mal les activités des différents EPST. Il faut cependant préciser que les recherches menées au Cemagref sont plutôt bien identifiées par les personnes sans activité professionnelle.

Tous ces résultats viennent mettre bien l'accent sur le lien étroit qui existe entre l'activité professionnelle, le niveau de diplôme et la connaissance des EPST (cf Figure 20).

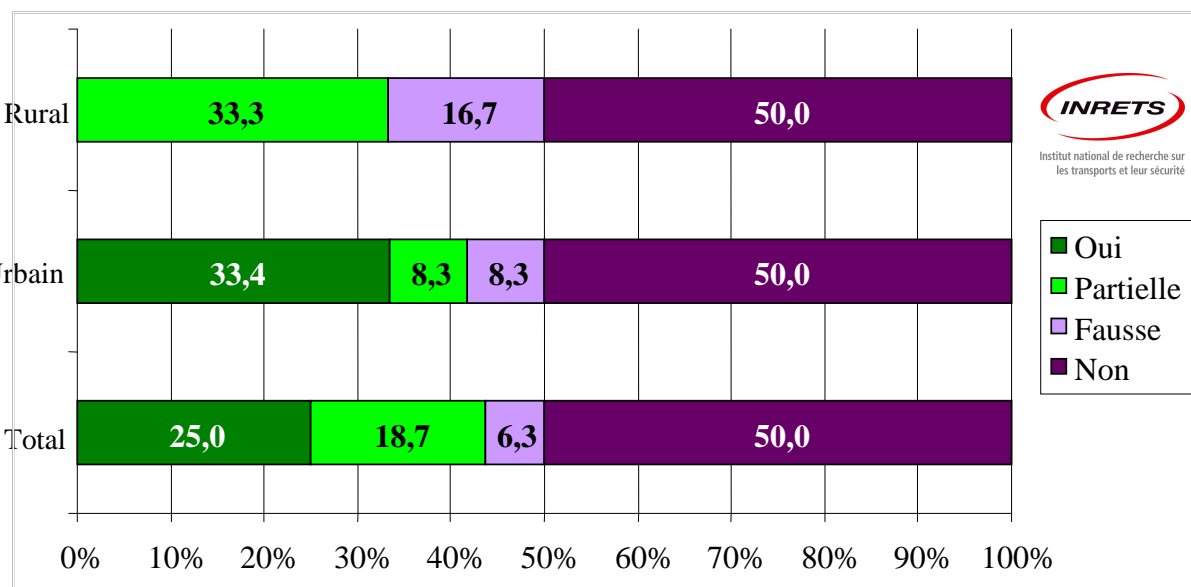


**Figure 20 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRA au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle (source : mini-enquête)

#### e. En fonction du type d'habitat

Les activités de la plupart des EPST sont autant connues des personnes qui vivent en ville que de celles qui habitent un milieu rural. Il y a cependant des exceptions. En effet, les recherches menées à l'INRA sont bien mieux identifiées par les ruraux alors que la situation inverse est constatée pour le Cemagref, l'IRD et l'INRETS (cf Figure 21).

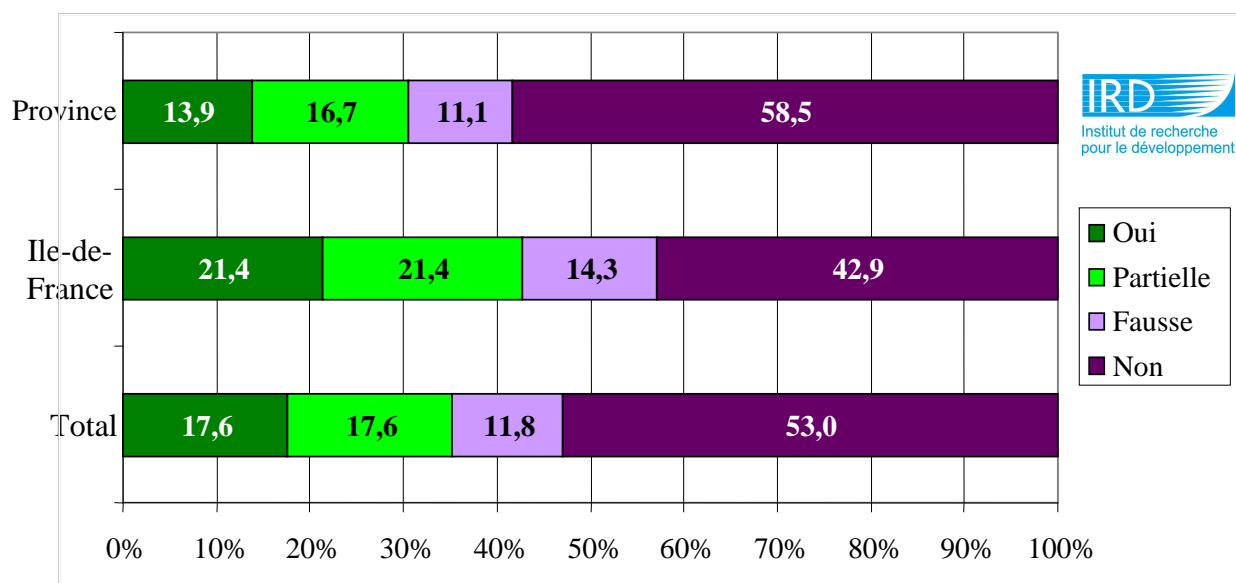
Il est intéressant de constater que l'INRA et l'INRETS, qui ont schématiquement et respectivement des préoccupations « de la campagne » et « de la ville », soient mieux connus par les populations correspondantes. L'IRD et le Cemagref ne sont pas réellement orientés vers des activités citadines mais leurs recherches sont peut-être plus médiatisées en milieu urbain.



**Figure 21 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRETS au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du type d'habitat (source : mini-enquête)

#### f. En fonction de la région de résidence

Deux groupes d'organismes se distinguent. Le premier contient les EPST qui sont aussi connus en Ile-de-France qu'en province et il s'agit : du CNRS, de l'INED, de l'INRETS et du LCPC. Le second groupe comporte les établissements qui ont une visibilité accrue en région parisienne, à savoir : l'INRA, l'Inserm, l'IRD et l'INRIA (cf Figure 22). Il est possible que les actions de communication menées par ces derniers soient plus nombreuses en Ile-de-France.



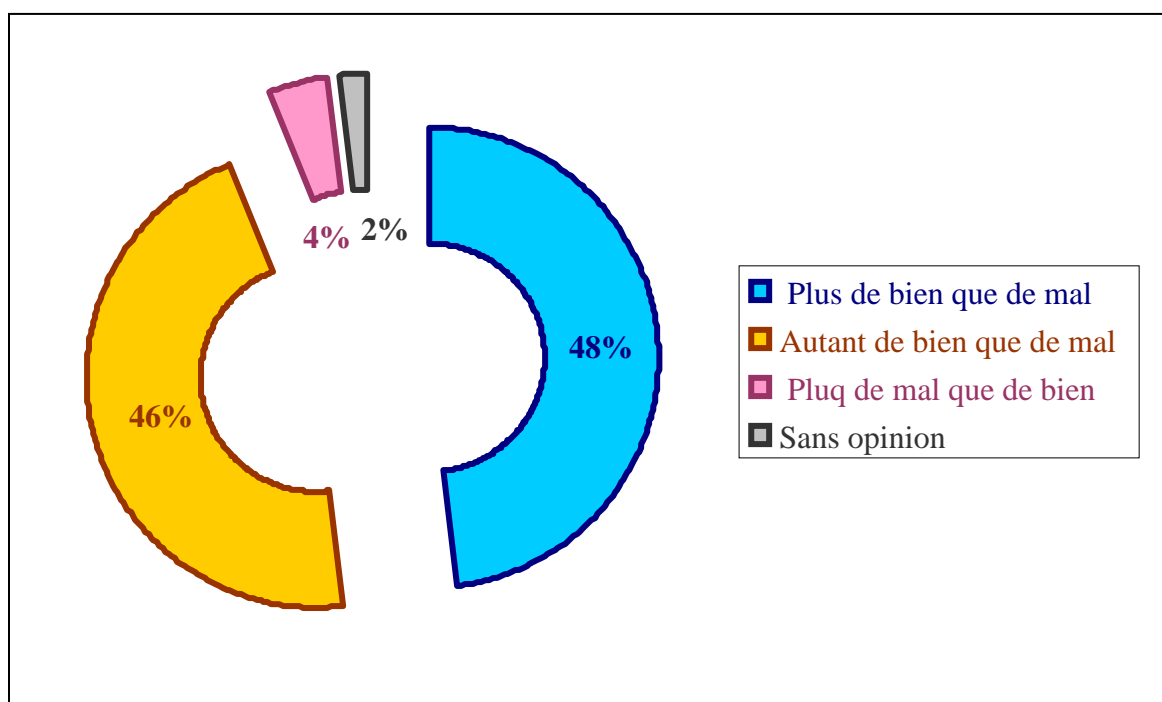
**Figure 22 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'IRD au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la région de résidence (source : mini-enquête)



## V. L'avis des citoyens concernant les différents EPST

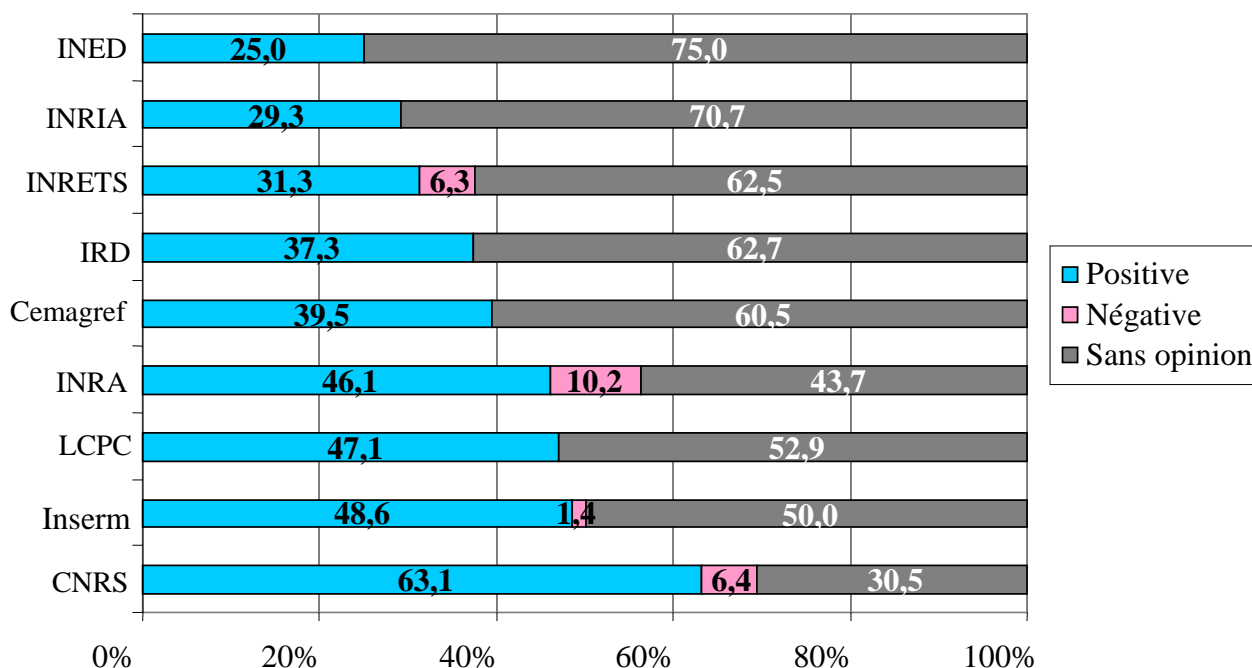
### a. Situation générale

Une des questions posées lors de l'enquête de la *tns sofres* permet de cerner la position que les citoyens ont vis-à-vis de la recherche en général (8). Ainsi à la question « *D'une manière générale, avez-vous l'impression que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal, plus de mal que de bien ou à peu près autant de bien que de mal ?* », ce sont 48 % des personnes interrogées qui affichent une confiance sans retenue envers la recherche et 46 % des gens qui pensent qu'elle apporte autant de bien que de mal (cf Figure 23).



**Figure 23 :** Pourcentages de réponses à la question « *D'une manière générale, avez-vous l'impression que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal, plus de mal que de bien ou à peu près autant de bien que de mal ?* » (source enquête *tns sofres*)

La mini-enquête, elle, fait apparaître trois groupes d'EPST bien distincts avec la question suivante : « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » (cf Figure 24). Le premier est constitué uniquement du CNRS qui remporte plus de 60 % d'opinions positives. Vient ensuite le second groupe avec 40 à 60 % d'opinions positives qui comporte l'INRA, l'Inserm et le LCPC. Enfin, le troisième groupe qui est composé du Cemagref, de l'INED, de l'IRD, de l'INRETS et de l'INRIA et qui remporte moins de 40 % d'opinions positives. Il faut préciser que la proportion d'opinions négatives est toujours nulle sauf pour l'INRA, le CNRS, l'INRETS et l'Inserm. La part de personnes de ne prononçant pas est, dans tous les cas, très élevée.



**Figure 24 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » (source mini-enquête)

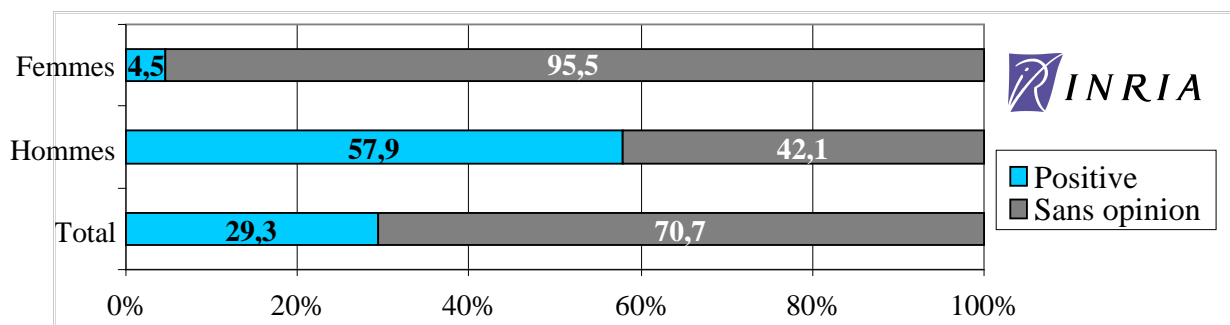
Ces résultats suggèrent que les citoyens sont foncièrement pour la recherche car ils pensent qu'elle permet à la société d'évoluer et de progresser dans divers domaines. Il faut cependant noter que la plupart des personnes qui sont sans opinion considèrent ne pas en connaître assez pour se permettre de juger.

En ce qui concerne les quelques opinions négatives, elles sont justifiées de la manière suivante :

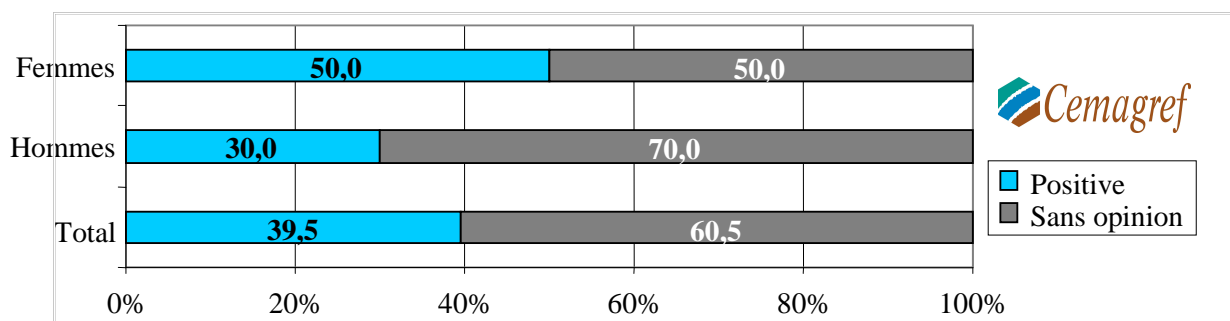
- pour l'INRA : il est reproché à cet organisme d'avoir trop axé ses activités sur le productivisme avec en particulier la conception d'organismes génétiquement modifiés.
- pour le CNRS : cet établissement est assimilé à une machine lourde, coûteuse, peu concurrentielle désorganisée et nébuleuse. Il semble même que ces critiques soient parfois adressées aux chercheurs eux-mêmes.
- pour l'INRETS : il est reproché à cet organisme de ne pas avoir de réelle utilité.
- pour l'Inserm : les moyens financiers pourtant faibles sont mal gérés et la recherche est un peu trop orientée vers le secteur privé.

#### b. En fonction du sexe

Le CNRS et l'INRA recueillent autant d'opinions positives de la part des deux sexes. Par ailleurs, le LCPC, l'INRIA, l'INRETS, l'IRD et l'INED se révèlent être plutôt appréciés par les hommes alors que l'Inserm et le Cemagref le sont plus des femmes (cf Figures 25 et 26). Ces résultats rejoignent pour partie ceux observés à propos de la lisibilité des EPST, ce qui renforce l'idée de domaines d'activités neutres et d'autres touchant une sensibilité soit masculine, soit féminine.



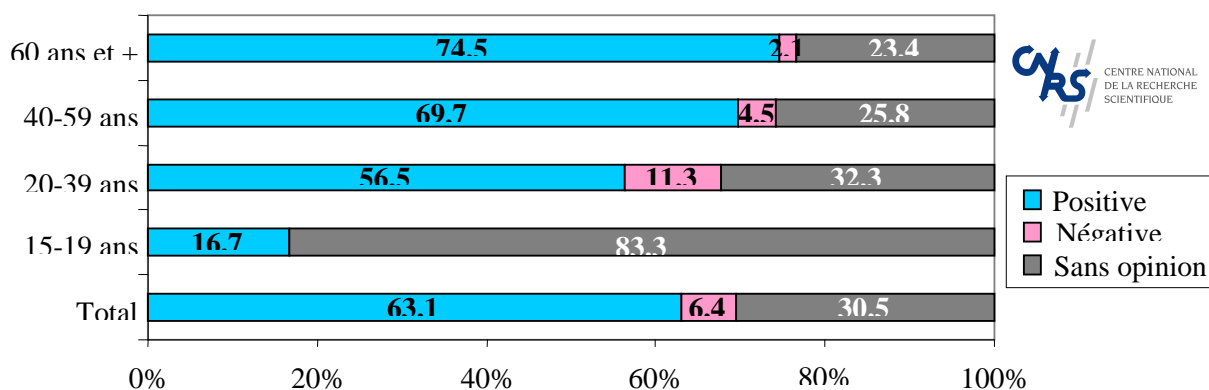
**Figure 25 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'INRIA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction du sexe (source mini-enquête)



**Figure 26 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez le Cemagref au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction du sexe (source mini-enquête)

### c. En fonction de la tranche d'âge

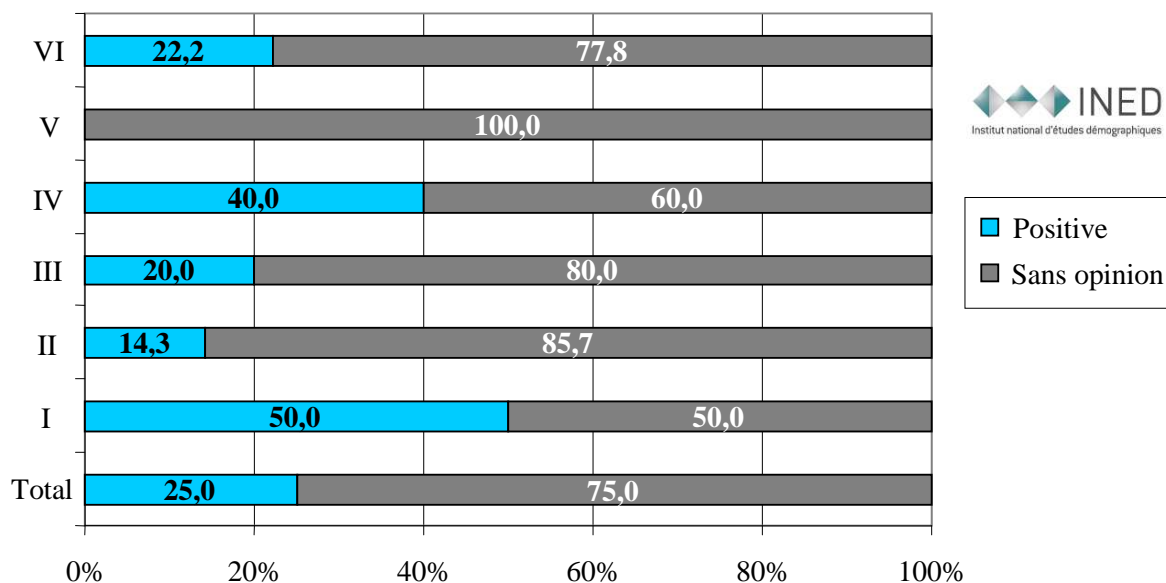
La plupart des EPST remportent les plus d'opinions positives de la part des 60 ans et plus. Cependant, l'Inserm, l'INRETS et l'INRIA sont eux mieux perçus par les 40 – 59 ans alors que pour l'IRD, il s'agit des 20 – 39 ans. Il semble que les générations les plus âgées considèrent les organismes de recherche publics comme des entités non contestables alors que les 20 – 39 ans semblent avoir un regard un peu plus critique et/ou une admiration moins prononcée (cf Figure 27). Les 15-19 ans ne s'expriment quasiment pas, probablement du fait de la mauvaise visibilité et de la faible lisibilité des EPST pour eux (cf Figure 27). D'une manière générale, ce sont les 20-39 ans qui manifestent une opinion négative vis-à-vis des EPST.



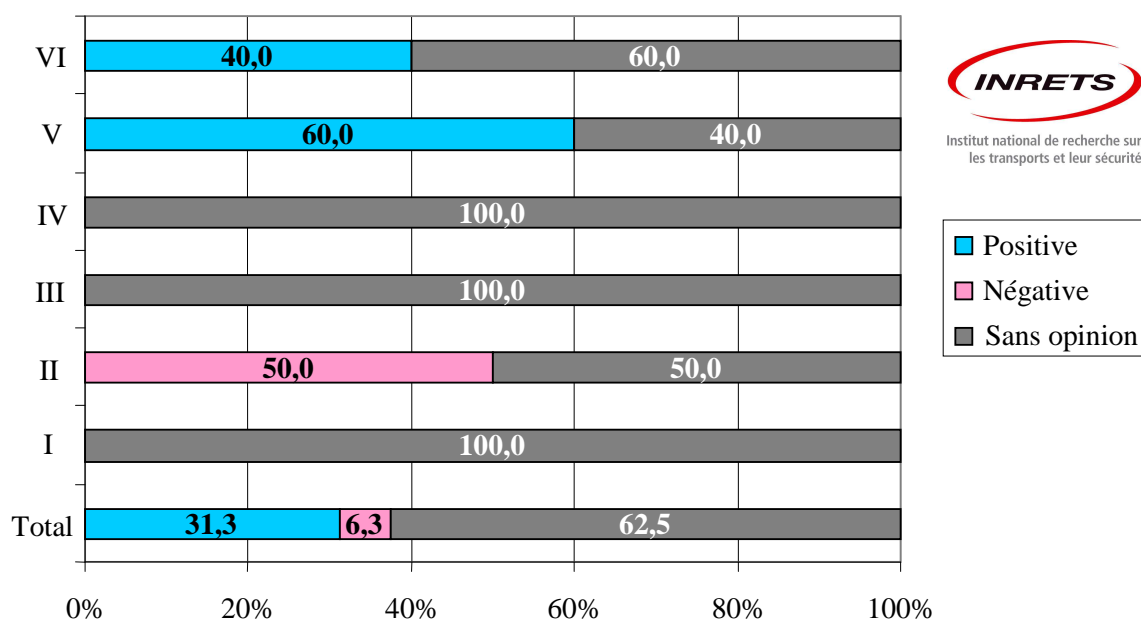
**Figure 27 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez le CNRS au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction de la tranche d'âge (source mini-enquête)

#### d. En fonction du niveau de diplôme

Les résultats obtenus ne montrent pas de corrélation entre le niveau de diplôme et la quantité d'opinions positives envers les EPST. Deux informations sont cependant à noter. Tout d'abord, il apparaît que dans la plupart des cas, ce sont les personnes ayant un niveau I ou IV qui ont fourni le plus d'avis favorables (cf Figure 28). Par ailleurs, seuls les gens ayant un niveau V ou VI émettent des opinions positives quant à l'INRETS (cf Figure 29). Il est à noter que ce sont les personnes ayant un niveau I et II qui expriment le plus de réserve à l'égard des EPST dans leur globalité.



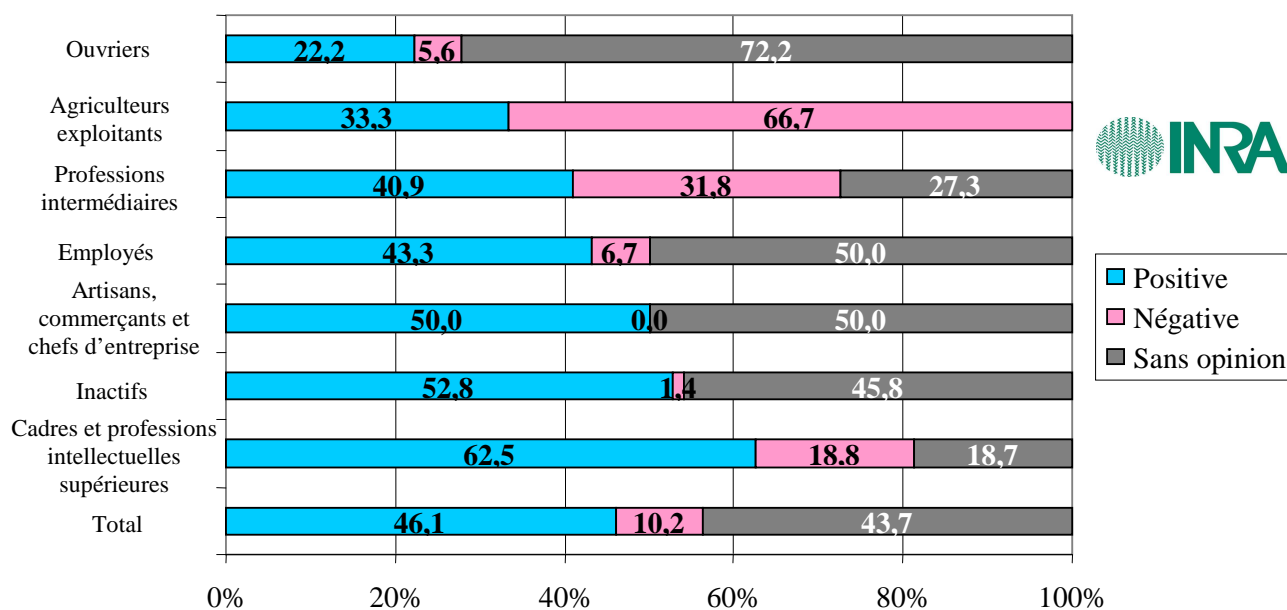
**Figure 28 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'INED au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction du niveau de diplôme (source mini-enquête)



**Figure 29 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'INRETS au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction du niveau de diplôme (source mini-enquête)

### e. En fonction de la catégorie socio-professionnelle

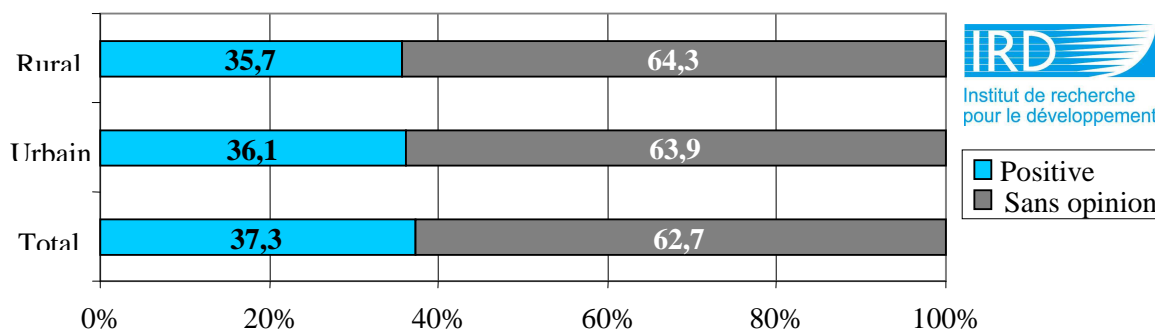
Tout comme pour le niveau de diplôme, aucune corrélation ne peut être faite entre la catégorie socio-professionnelle et le nombre d'opinions positives. Cependant, il s'avère que les cadres et les professions intellectuelles supérieures sont les personnes qui manifestent le plus d'avis favorables envers les différents EPST (cf Figure 30). Il faut aussi noter que les cadres et professions intellectuelles supérieurs ainsi que les professions intermédiaires manifestent d'une manière générale le plus d'opinions négatives à l'égard des EPST.



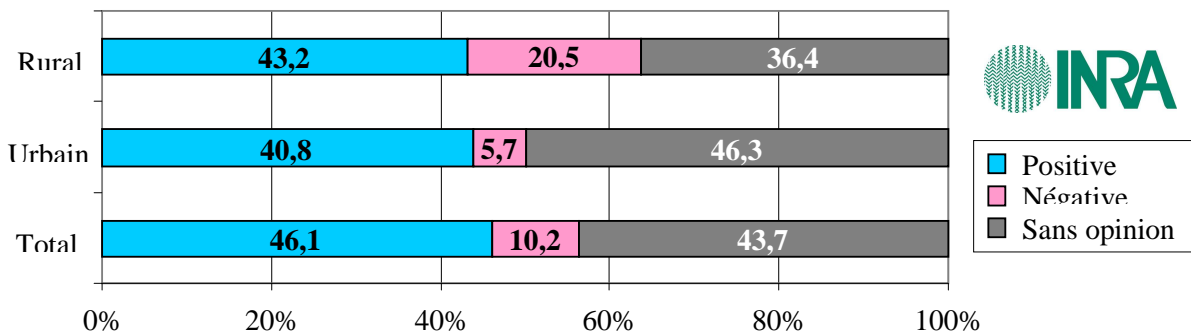
**Figure 30 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'INRA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction de la catégorie socio-professionnelle (source mini-enquête)

### f. En fonction du type d'habitat

La plupart des EPST est aussi bien perçue des personnes résidant en milieu rural qu'en milieu urbain. Néanmoins, une nette préférence de la part des citadins s'affiche pour le Cemagref, l'IRD et l'INRETS (cf Figure 31) alors que l'INRA remporte un plus grand nombre d'opinions positives de la part des ruraux (cf Figure 32).



**Figure 31 :** Pourcentages de réponses à la question « Si vous connaissez l'IRD au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ? » en fonction du type d'habitat (source mini-enquête)

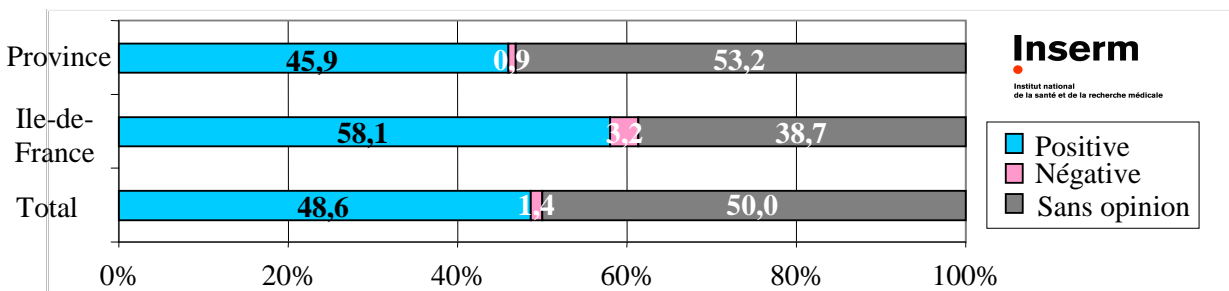


**Figure 32 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du type d'habitat (source mini-enquête)

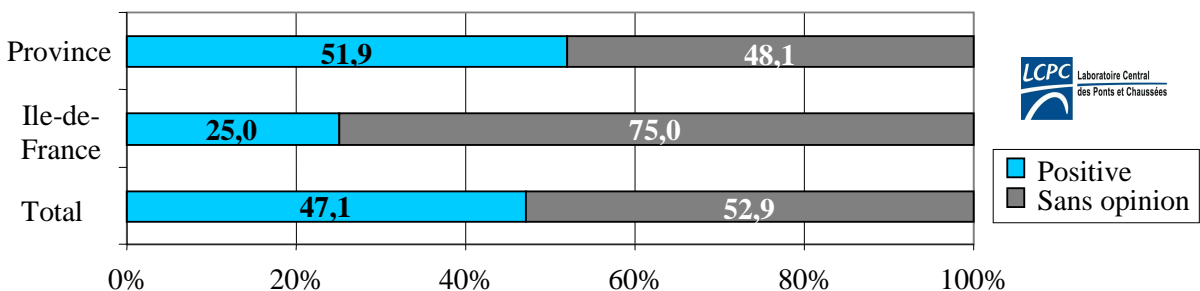
Cette répartition est exactement la même que celle obtenue pour la lisibilité des organismes. L'hypothèse avancée pour expliquer ce phénomène reste donc envisageable : d'une part l'INRA a des préoccupations plutôt rurales et d'autre part les activités du Cemagref, de l'IRD ainsi que de l'INRETS sont plus médiatisées en milieu urbain.

#### g. En fonction de la région de résidence

Il n'existe pas de relation évidente entre la popularité des EPST et la région de résidence des citoyens. Cependant, trois groupes d'établissements sont identifiables. Tout d'abord, il y a ceux qui sont autant appréciés en Ile-de-France qu'en province : le Cemagref, l'INED et l'IRD. Puis, il y a ceux qui remportent plus d'opinions positives en région parisienne : l'Inserm, l'INRA et l'INRETS (cf Figure 33). Enfin, le CNRS, l'INRIA et le LCPC présentent plus d'avis positifs en province (cf Figure 34).



**Figure 33 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'Inserm au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la région de résidence (source mini-enquête)



**Figure 34 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez le LCPC au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la région de résidence (source mini-enquête)

## VI. La perception des EPST par le grand public

### a. Situation générale

Globalement, plus l'organisme est important en taille et en effectifs, plus son nom et ses activités sont connus du grand public. De plus, l'âge, le lieu de résidence, le niveau de diplôme et la catégorie socio-professionnelle ont une très forte influence sur la visibilité et la lisibilité des EPST. Ainsi, il apparaît que ce sont les citadins, les franciliens, les 40-59 ans, les gens ayant un niveau I (Bac +5 à bac +8) ou II (Bac +3 et Bac +4) ainsi que les cadres et les professions intellectuelles supérieures qui connaissent le mieux les différents établissements. A l'inverse, les noms et activités des organismes sont moins identifiés par les ruraux, les provinciaux, les 15-19 ans, les gens ayant un niveau VI (aucun diplôme, certificat d'études et brevet des collèges) et les ouvriers.

Les citoyens sont globalement favorables à la recherche mais la part d'opinions positives est accrue lorsque les organismes sont bien connus. Par ailleurs, les gens ont tendance à ne pas émettre d'opinion s'ils n'identifient pas assez distinctement les activités de l'établissement. Ainsi, la notoriété des EPST la plus prononcée est constatée chez les plus de 60 ans, les gens ayant un niveau I ou II ainsi que chez les inactifs et les cadres et les professions intellectuelles supérieures. Les personnes les plus critiques à l'égard des organismes de recherche publics sont les 20-39 ans, celles qui ont un niveau I et les professions intermédiaires.

### b. Pour le Cemagref

En terme d'effectifs, le Cemagref occupe la 6<sup>ème</sup> place parmi les EPST. D'après la mini-enquête, il est l'établissement le 7<sup>ème</sup> plus visible, le 6<sup>ème</sup> plus lisible. Ceci montre donc qu'il est bien reconnu parmi les organismes de petite taille. Il présente la particularité d'être mieux identifié par les 20-39 ans probablement car il s'agit d'un EPST relativement jeune car créé il y a 27 ans. Par ailleurs, il est le 5<sup>ème</sup> organisme le plus populaire et aucune opinion négative n'a été formulée à son sujet. Ceci est peut-être lié à son activité environnementale qui fait maintenant partie des préoccupations quotidiennes des citoyens.

### c. Pour le CNRS

Le CNRS est le plus connu et le plus populaire de tous les EPST, certainement parce qu'il s'agit de l'établissement qui a le budget le plus conséquent, les effectifs les plus élevés et le champ d'activités le plus large.

### d. Pour l'INED

L'INED est le plus petit des neufs EPST, cependant, il est le 5<sup>ème</sup> plus visible et le 7<sup>ème</sup> plus lisible. Il est donc très bien identifié comparé à sa petite taille. Cet organisme cumule le plus faible nombre d'avis positifs mais aucune des personnes interrogées n'a émis de

mauvaise opinion à son égard : la grande majorité est donc sans opinion. Ceci est peut-être dû à son activité qui porte sur la démographie et qui semble difficilement critiquable tout en n'éveillant pas forcément enthousiasme débordant chez les citoyens. Par ailleurs, la catégorie socio-professionnelle auprès de laquelle il a le plus de reconnaissance et de notoriété correspond aux professions intermédiaires qui comprennent notamment les enseignants. Or, ceux-ci sont parmi les cibles prioritaires de l'INED.

#### e. Pour l'INRA

L'INRA est le 3<sup>ème</sup> EPST en terme d'effectifs mais il est le 2<sup>ème</sup> le plus visible, le 2<sup>ème</sup> le plus lisible. Il est le 4<sup>ème</sup> organisme le plus populaire mais c'est également l'établissement qui comporte la plus forte proportion d'opinions négatives à son égard. L'INRA présente la particularité d'être très bien identifié par les agriculteurs exploitants et les personnes vivant un milieu rural. Ceci est en étroite relation avec les activités initiales de cet organisme, c'est-à-dire l'agriculture et l'agro-alimentaire. Les gens qui manifestent le plus de ressentiment vis-à-vis de l'INRA sont les professions intermédiaires mais aussi les agriculteurs.

#### f. Pour l'INRETS

L'INRETS est le 2<sup>ème</sup> plus petit EPST après l'INED. Il est le moins visible des organismes et avant-dernier en terme de lisibilité. Concernant la popularité, il occupe la 7<sup>ème</sup> place. Le fait d'être peu connu du grand public s'explique d'une part, par sa faible taille, et d'autre part, par le fait qu'il est le dernier EPST créé. La population qui l'identifie le mieux ne correspond pas aux grandes tendances décrites plus haut : il s'agit des 20-39 ans, des personnes ayant un niveau VI, des employés et des provinciaux. Ce profil suggère que les gens qui connaissent le mieux l'INRETS travaillent dans le domaine des transports à des niveaux hiérarchiques peu élevés.

#### g. Pour l'INRIA

L'INRIA est le 4<sup>ème</sup> EPST en terme d'effectifs alors qu'il est le 6<sup>ème</sup> plus visible, le 3<sup>ème</sup> plus visible et le 8<sup>ème</sup> au niveau popularité. Le sigle de l'organisme paraît peu connu, certainement en raison du fait qu'il ressemble à celui de l'INRA et que l'INRIA se situe dans la catégorie des EPST de taille moyenne. Ceci peut aussi être dû à l'attrait relativement récent du public pour l'informatique et les systèmes de télécommunications. Cet organisme ne génère pas d'opinions négatives mais récolte peu d'avis positifs, comme si ses activités étaient un « dû » pour la population. Ainsi, le côté émotionnel et fantastique de la recherche ne semble pas opérer dans le cas de l'INRIA. Par ailleurs, cet établissement bénéficie d'une très bonne lisibilité comparée à sa taille. Ce sont les gens ayant un niveau IV (Bac +2) qui identifient le mieux cet organisme. Il est fort probable qu'il s'agisse d'informaticiens ou de personnes travaillant dans les télécommunications.



#### h. Pour l'Inserm

L'Inserm est le 2<sup>ème</sup> EPST du point de vue des effectifs, cependant il est le 3<sup>ème</sup> plus visible et le 5<sup>ème</sup> plus lisible. Ses activités sont donc assez mal cernées par le grand public malgré le fait qu'il fasse partie des trois organismes les plus importants. Il faut noter qu'il est le 2<sup>ème</sup> EPST le plus populaire, ce qui s'explique facilement du fait de ses activités qui touchent directement les citoyens.

#### i. Pour l'IRD

L'IRD est le 5<sup>ème</sup> EPST en terme d'effectifs alors qu'il est le 4<sup>ème</sup> plus visible et le 9<sup>ème</sup> plus lisible. Le sigle de l'organisme semble donc bien reconnu des citoyens mais ses activités sont très mal identifiées. Il est possible que ceci soit dû au fait que l'IRD officie majoritairement dans les pays en voie de développement et non pas sur le territoire français. Ce sont les 60 ans et plus qui connaissent le mieux cet établissement, certainement en raison de ses 64 ans d'existence. Par ailleurs, cet organisme occupe la 6<sup>ème</sup> place en terme de popularité, probablement en raison de ses activités qui sont extrêmement louables car liées à l'aide au développement du tiers-monde.

#### j. Pour le LCPC

Le LCPC est le 7<sup>ème</sup> EPST de part ses effectifs tandis qu'il est le 8<sup>ème</sup> plus visible et le 4<sup>ème</sup> plus lisible. Le nom de cet organisme est peu connu du fait de sa très petite taille mais en revanche ses activités sont très bien cernées par le public. Ce sont les 60 ans et plus, les provinciaux et les personnes habitant en milieu rural qui identifient le mieux les recherches menées par le LCPC. Ceci est probablement dû au fait que cet établissement a été créé il y a 59 ans et que les activités menées dans le cadre du génie civil sont plus repérables en milieu rural et en province.

# Les actions de communication menées par les EPST à destination des citoyens

Après avoir exploré le positionnement des citoyens vis-à-vis des EPST, il était essentiel d'aller au devant des différents établissements pour, d'une part, connaître leur politique et l'organisation de leurs services de communication. Dans un second temps, il était intéressant de faire un tour d'horizon aussi complet que possible concernant les actions menées par les EPST à destination des citoyens.

## I. La communication grand public au Cemagref

### a. Politique de communication et organisation

Le Cemagref souffre d'une image vieillotte à cause des études qu'il a menées pendant un temps sur le machinisme agricole. Etant donné que l'organisme a recentré ses activités autour de l'impact des activités humaines sur un territoire donné, le nouveau Directeur général a décidé d'axer la lisibilité du Cemagref sur son utilité sociétale. Ainsi, aucune communication institutionnelle n'est menée : l'organisme communique uniquement sur ses actions (27).

Les cibles prioritaires sont les gestionnaires de territoires, c'est-à-dire les ministères, les élus, les collectivités locales et les agences telles que l'ADME (Agence De l'environnement et de la Maîtrise de l'Energie). La communication à destination du grand public se fait principalement via des relais comme les médias et le web (27).

La Délégation aux Systèmes d'Information et de Communication du Cemagref, regroupe 7 à 8 personnes. Son budget pour l'année 2007 était de 200 K€(27).

### b. Actions de communication grand public

#### ● L'évènementiel

Le Cemagref participe à l'opération grand public par excellence, la *Fête de la Science*. A cette occasion, des scientifiques ainsi que certains communicants animent un stand au Village des Sciences à Paris. En parallèle, des activités sont proposées sur les sites situés en province. L'organisme est également présent sur des manifestations dites semi-professionnelles comme le *Salon Pollutec* ou le *Salon de l'Agriculture* (27).

## ● Les relations presse

Le Cemagref réalise du support à l'information scientifique pour les médias mais aussi de la diffusion auprès des journalistes. Ainsi, des petits déjeuners presse et des conférences sont organisés régulièrement (environ tous les trois mois). A ces occasions, des scientifiques interviennent sur une thématique donnée (comme les déchets ou la gestion des réseaux d'eau) puis un espace de débat est proposé aux journalistes (27).

Le Cemagref interagit avec tous les types de médias : la télévision (France Télévision, TF1), la radio (France Info) ainsi que la presse qu'elle soit quotidienne nationale, régionale ou spécialisée (vulgarisation scientifique, économie) (27).

## ● Le web

Le site web institutionnel du Cemagref a été en refonte pendant 2 ans. Il est opérationnel depuis avril dernier et le système de modification/mise à jour du contenu a été modifié. Maintenant, les chercheurs peuvent alimenter directement le site sans passer par le webmestre (27).

## ● Les éditions

Le Cemagref édite des ouvrages voués à une diffusion extérieure par l'intermédiaire des Editions Quæ. Il s'agit d'une seule et unique maison d'édition qui regroupe les éditions de quatre instituts publics de recherche : le Cemagref, l'INRA, le CIRAD (Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement) et l'Ifremer (Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer) (96).

L'activité éditoriale de cette maison d'édition s'articule autour de trois axes principaux : les milieux naturels, les ressources et l'environnement. Son catalogue compte près de 1 000 titres dans les domaines des sciences et des techniques mais aussi des sciences humaines. Il propose des ouvrages ainsi que des bandes dessinées, des cédéroms et des DVD. De nouvelles collections destinées à favoriser l'aide à la décision, le débat public et la vulgarisation des connaissances ont été créées (96).

Les Éditions Quæ assurent elles-mêmes leur vente par correspondance ainsi que leur diffusion et distribution auprès des libraires français (96).

## II. La communication grand public au CNRS

### a. Politique de communication et organisation

Etant donné la taille du CNRS, il existe plusieurs entités impliquées dans la communication de cet organisme : la Direction de la Communication, le CNRS Images et les services communication des 19 Délégations Régionales (23, 24, 35).

## ● La Direction de la Communication

La Direction de la Communication, ou DirCom, est subdivisée en six pôles thématiques : Edition/multimédia/web, Communication scientifique (contenu et validation scientifique), Evènements et jeunes, Presse, Communication institutionnelle et Communication interne. Elle regroupe près de 80 personnes. Son budget global pour l'année 2007 était de 3 800 K€ mais les prévisions sont à la baisse. La DirCom finance le service de presse, un mensuel national, un trimestriel international, les publications en interne, une collection de dossiers multimédia sur le web et la communication externe. Elle donne également une petite subvention aux différentes délégations régionales (23, 24).

## ● Le CNRS Images

Le CNRS Images est une unité propre de service (UPS). Il a quatre grandes missions : l'accompagnement de l'actualité scientifique du CNRS, la création audiovisuelle, la diffusion culturelle ainsi que la conservation et l'archivage. Il utilise l'image fixe ou animée pour diffuser la science auprès du grand public. La documentation qu'il produit doit rendre compte de la diversité et de la multidisciplinarité du CNRS ainsi que de la nature des recherches qui y sont menées (sciences « dures » et sciences humaines). Pour cela, le CNRS Images varie les supports et tente d'assurer la parité hommes/femmes (35, 83).

Une réflexion est actuellement menée sur la façon de s'insérer au mieux dans les nouveaux médias. Ainsi, le format film court est progressivement développé pour s'adapter à la baladodiffusion (ex : podcast vidéo sur téléphones portables ou iPod) (35).

Le CNRS Images regroupe 35 personnes réparties en 5 services : Cellule éditoriale, Photothèque, Production, Vidéotheque, Multimédia et manifestations. Son budget pour l'année 2007 était de 900 K€. Les CNRS Images réalise ses propres projets audiovisuels tout en collaborant aux opérations de la DirCom et des délégations régionales (23, 35).

## ● La Délégation Régionale Ile-de-France Sud

Cette délégation régionale s'occupe de la communication de proximité en région Ile-de-France Sud mais agit également de concert avec la DirCom lors d'opérations de plus grande ampleur. Le service communication regroupe une chargée de communication et deux autres personnes ayant en charge les publications électroniques, les remises de distinctions, les échanges laboratoires – écoles, l'iconographie, la lettre d'information électronique hebdomadaire et le secrétariat de rédaction. Ses actions à destination du grand public représentent quasiment la moitié de son activité (39, 84).

La Délégation Régionale Ile-de-France Sud perçoit une enveloppe annuelle de la DirCom s'élevant à 6 K€. Celle-ci est complétée par une participation financière des départements scientifiques du CNRS, du Conseil Général de l'Essonne, de la Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay et/ou de la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (39, 83).

## b. Actions de communication grand public

### ● L'évènementiel

La DirCom ainsi que la Délégation Régionale Ile-de-France Sud organisent des animations sur un stand à la Cité des Sciences et de l'Industrie à l'occasion de la *Fête de la Science* ainsi que des portes ouvertes, des débats, des conférences (24, 39).

Le pôle Evènements et jeunes de la DirCom participe à d'autres opérations évènementielles grand public récurrentes : la *Semaine du Développement Durable*, le *Salon du Livre* et le *Colloque Interdisciplinaire Couleurs sur le Corps*. De plus, ce pôle organise tous les ans une exposition thématique de 1 000 m<sup>2</sup> au Trocadéro qui dure 15 jours. Il a également en charge la tenue de conférences (24).

Le pôle Evènements et jeunes de la DirCom orchestre, en collaboration avec la Délégation Régionale Ile-de-France Sud, une action appelée *Passion recherche* où un chercheur accompagne une classe d'école pour expliquer un phénomène particulier mais aussi pour mener une réflexion sur les rapports pouvant exister entre science et société. Dans le cadre de cette action, une opération intitulée *Les chercheurs font rêver les enfants* a été créée il y a 12 ans. A cette occasion, des chercheurs viennent dans le studio de télévision de l'hôpital Robert Debré pour que 500 enfants puissent les voir et interagir avec eux. Cette opération a été démultipliée dans plusieurs hôpitaux de province. De plus, chaque année depuis 8 ans, une vingtaine d'enfants entre 6 et 16 ans de l'Hôpital Robert Debré ont la chance d'aller pendant 4 à 5 jours visiter des laboratoires du CNRS (24).

Le pôle Evènements et jeunes de la DirCom a mis en place différentes activités qui donnent la parole aux jeunes et aux scientifiques pour une démarche conjointe constructive :

- les *Rencontres Science et Citoyens* de Poitiers qui regroupent maintenant 450 à 500 jeunes européens et environ 50 chercheurs (24).
- les *Clubs* (environ 70 en France) qui sont constitués dans des lycées, des facultés, des associations ou des municipalités. Ils réfèrent de leurs activités auprès du chargé de communication local (24) ;
- les *Rencontres Régionales* (24).

La Délégation Régionale Ile-de-France Sud organise tout au long de l'année des évènements ayant pour but de faciliter les échanges entre citoyens du territoire (enfants ou adultes) et scientifiques locaux avec notamment les *Bars des Sciences* ou les *Jeudis de la Recherche* (24).

Les documents élaborés par le CNRS Images (photos et films) sont régulièrement utilisés pour des évènements. Ainsi, des photos ont été utilisées par la DirCom pour illustrer l'exposition intitulée *LE CNRS explore les pôles* qui s'est tenue dans le couloirs de la station de métro parisien Montparnasse-Bienvenue. Cette opération a pu se réaliser avec le partenariat de l'IPEV (Institut Paul-Emile Victor) et de la RATP. Le CNRS Images a

également développé des expositions itinérantes qui voyagent dans toute la France et à l'étranger, ce qui implique des traductions en différentes langues (anglais, espagnol, etc) (35).

Chaque année, le CNRS Images envoie des films en sélection à une centaine de festivals comme le *Festival Image & Science*, le *Festival 7<sup>ème</sup> Art & Science*, le *Festival Cinéma & Science* (1<sup>ère</sup> édition en 2008 organisée par le CNRS à Bordeaux), le *Festival Parisciences* et plusieurs festivals de films ethnographiques (35).

### ● Les relations presse

Le pôle Presse de la DirCom est en contact avec tous les types de médias généralistes, et plus particulièrement avec la presse écrite. Il s'agit principalement de l'Agence France Presse mais également de quotidiens comme *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et *Les Echos*. Les médias purement scientifiques ne représentent qu'une minorité. Chaque année, ce sont 250 communiqués de presse qui sont diffusés auxquels s'ajoutent des conférences de presse et des voyages de presse. De plus, tous les ans, ce pôle reçoit des milliers d'appel de la part de journalistes en vue d'obtenir des interviews de spécialistes sur des thèmes précis (souvent des thèmes qui font l'actualité) (33).

Le CNRS Images collabore étroitement avec le Pôle presse de la DirCom. Il fournit notamment des photos et extraits de films pour illustrer certains communiqués. Parallèlement, le CNRS Images entretient des relations spécifiques avec Arte, France 5 et TV 5. Une émission intitulée *EfferveSciences* et des documentaires sont actuellement proposés pour une diffusion sur Cinaps TV, une chaîne de la TNT Ile-de-France (35).

Les retombées presse du CNRS sont évaluées par un prestataire extérieur qui communique par mail, trois fois par jour, les articles de la presse française mentionnant cet EPST. Dès que le CNRS est mentionné sur une radio ou par une chaîne de télévision, un mail d'alerte est également envoyé. Tous types de médias confondus, plusieurs dizaines de retombées sont ainsi signalées tous les jours (33).

### ● Le web

Une refonte du site web institutionnel va être prochainement opérée (24). Par ailleurs, le CNRS Images possède son propre site et propose différentes thématiques et rubriques (83). Ainsi, par exemple, l'onglet *Les sciences au lycée* permet de faire le point sur les recherches en cours qui ont trait aux programmes scolaires de chimie, de physique ainsi que des sciences de la vie et de la Terre. Il est également possible de visionner intégralement et gratuitement plus de 200 films disponibles sur le catalogue de la vidéothèque ainsi que le *Journal des sciences* qui est passé sur la chaîne du câble LCP. Il faut aussi signaler qu'une banque d'images scientifiques est accessible gratuitement. Le site du CNRS Images a vu sa fréquentation multipliée par 3 entre 2006 et 2007 (35, 83).

Depuis 1999, la DirCom propose une collection de dossiers multimédias thématiques scientifiques, intitulée *Sagascience*, qui est conçue pour le web et dont le contenu est toujours validées par des scientifiques. Actuellement, 11 dossiers de 100 à 600 pages mis à jour régulièrement sont consultables en ligne et 2 autres sont en préparation. Les thèmes abordés sont variés, avec par exemple, le climat, les nanotechnologies et la santé ou bien la chimie et la beauté. Les internautes cible de *Sagascience* sont les lycéens, les étudiants et les professeurs. Cette collection bénéficie de 2 millions de visites uniques par an avec en moyenne 5 à 6 pages vues par visiteur **(31, 102)**.

### ● Les éditions

Concernant la communication institutionnelle, la DirCom a conçu une brochure intitulée *Une année avec le CNRS* qui renferme les principales actualités scientifiques de l'établissement sous forme de brèves. Des documents visant à présenter les différents métiers du CNRS sont également édités. Ces derniers sont plutôt distribués dans les centres d'information et d'orientation, les collèges et les lycées **(36)**.

Depuis 20 ans, le CNRS propose un mensuel national appelé le *Journal du CNRS* qui a subi d'importants remaniements vers la fin de l'année 2002 pour adopter un traitement plus journalistique de l'information. Le *Journal du CNRS* est édité à 50 000 exemplaires et principalement diffusé en interne. Environ un tiers des exemplaires est destiné à un public externe, c'est-à-dire, des journalistes, des hommes politiques, des acteurs de la communication scientifique, des industriels, des bibliothèques universitaires et des centres d'information et d'orientation. Les particuliers ne peuvent pas avoir accès au support papier mais ils peuvent consulter gratuitement le format électronique en ligne. La page web du *Journal du CNRS* bénéficie ainsi de 100 000 visites par mois. Les sujets traités par ce mensuel de manière vulgarisée collent le plus possible à l'actualité. De plus, ligne éditoriale vise à montrer les richesses de la recherche menée au CNRS en utilisant un regard pluridisciplinaire **(43, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 61, 62)**. Le CNRS édite également un trimestriel international gratuit rédigé en langue anglaise qui reprend en partie les éléments du *Journal du CNRS*. Les particuliers peuvent le télécharger gratuitement en ligne **(46, 59, 63, 64)**.

La Délégation Régionale Ile-de-France Sud travaille depuis 2 ans avec le réseau des *Bars des Sciences* parisiens autour de la publication *Sciences Mag* en s'impliquant au niveau du contenu, de l'iconographie, de l'impression et de la diffusion **(39)**.

Le CNRS Images est aussi éditeur de DVD. Il a notamment lancé une collection de DVD thématiques pour faire le point sur un sujet donné. Trois projets ont déjà vu le jour : *Au coeur du vivant - La cellule*, *Le donjon de Vincennes*, *les coulisses d'une restauration* et *Nanotechnologies*. Disponibles à la vente, ils sont distribués directement par le CNRS Images à destination des particuliers, des institutions et des bibliothèques - médiathèques. En parallèle, le CNRS Images produit ses propres films qu'il propose ensuite sur un catalogue en ligne. Certaines de ces productions peuvent être visionnées gratuitement et les autres peuvent être commandées via le site web **(2, 35, 83)**.

Sur un projet de la DirCom, le CNRS Images a apporté son concours à une opération visant à toucher une branche supplémentaire du grand public. Celle-ci, menée en partenariat avec Paris Match, consistait en un tiré-à-part nommé *De l'infiniment petit à l'infiniment grand* et un DVD intitulé *Du big bang à demain* comportant 14 films sur les sciences et la recherche. Ainsi, 800 000 tirés-à-part ainsi que 45 000 lots de tirés-à-part + DVD ont été vendus (1, 35, 58).

### III. La communication grand public à l'INED

#### a. Politique de communication et organisation

Une des principales missions de l'INED est la diffusion à un large public des connaissances concernant la situation ainsi que les évolutions démographiques tout en communiquant sur leurs incidences économiques et sociales. Ceci est assuré par le CIPP (Centre d'Information sur les Problèmes de la Population) qui est un organisme localisé au sein de l'institut. Son budget global annuel est de 30 K€ et il regroupe 4 personnes dont 2 qui sont en charge du site web (42, 91).

#### b. Actions de communication grand public

##### ● L'évènementiel

L'INED participe à la *Fête de la Science* ainsi qu'à plusieurs salons grand public. L'institut a également organisé une exposition ayant pour thème *La population mondiale ... et moi ?* qui s'est tenue dans un premier temps à la Cité des Sciences et de l'Industrie et qui est maintenant itinérante pour les 5 années à venir (42).

##### ● Les relations presse

L'institut entretient des rapports réguliers avec tous les types de médias en publiant 4 dossiers de presse par an.

##### ● Le web

Le site web institutionnel de l'INED a été récemment remanié et son contenu a été élaboré de façon à être accessible à un large public et plus précisément à des scolaires (42, 91).

##### ● Les éditions

L'INED édite un bulletin d'information scientifique mensuel, en français et en anglais, intitulé *Population & Société*. Celui-ci traite de la démographie par le biais de différents aspects : santé, sociologie, statistiques et histoire. L'abonnement à la version papier coûte 10 € à l'année et 13 000 exemplaires sont édités chaque mois à destination d'enseignants, de journalistes, de fonctionnaires. La version électronique est consultable gratuitement en ligne et



bénéficie tous les mois d'un nombre variable de visites qui peut aller jusqu'à 100 000. L'écho de *Population & Société* est large dans la presse, notamment auprès de celle traitant d'éducation et d'enseignement (42).

L'INED édite également des ouvrages regroupés en diverses collections qui sont en vente à la librairie de l'institut et qui peuvent être commandés par correspondance (91).

#### **IV. La communication grand public à l'INRA**

##### **a. Politique de communication et organisation**

Actuellement, la communication de l'INRA se fait suivant trois niveaux. Le premier vise à démontrer au public l'utilité de l'organisme : il s'agit de conviction. Le second niveau est pédagogique alors que le troisième correspond plutôt à de la médiation scientifique. Pour le futur, les objectifs se tournent vers de la conviction en aidant les leaders d'opinion à la décision tout en restituant au grand public les attentes estimées (28).

La Direction de la Communication regroupe 70 personnes et son budget pour l'année 2007 était de 1 500 K€. Par ailleurs, chaque centre INRA possède son propre service de communication (28). Ainsi, celui du Centre de Versailles-Grignon est composé de 7 personnes et possède un budget annuel de 15 K€. Les actions à destination du grand public représentent environ 50 % de l'activité du service (44).

##### **b. Actions de communication grand public**

###### **● L'évènementiel**

L'évènement corporate le plus important pour l'INRA est le *Salon de l'Agriculture*. L'organisme participe également à la *Fête de la Science*, à la *Biennale de l'Environnement* et à de nombreux autres salons. Les différents centres organisent régulièrement des journées portes ouvertes (28, 44).

Le Centre de Versailles-Grignon propose des visites et des animations autour d'une serre pédagogique appelée *Serre-Expo*. Celle-ci présente la biodiversité, la domestication et l'amélioration des plantes sous différents aspects tels que les biotechnologies, l'environnement, la production agricole et le développement durable (44).

L'INRA travaille en partenariat avec des associations culturelles et des enseignants à l'occasion de diverses manifestations. De plus, l'organisme est le seul EPST à avoir signé une convention avec certaines structures de diffusion de la science comme les Centres de la Culture Scientifique Technique et Industrielle, la Cité des Sciences et de l'Industrie ou le Palais de la découverte (28). Le Centre de Versailles-Grignon est en train d'élaborer une

convention avec l'Inspection Académique pour concrétiser l'activité de formation qu'il mène déjà auprès des établissements scolaires primaires et secondaires (44).

### ● Les relations presse

L'INRA va au devant des médias dans le but de diffuser au mieux ses messages. Cependant, les demandes des journalistes sont prises en compte et satisfaites dans la mesure du possible. Tous les mois, des fiches de presse, résumant les derniers résultats de recherche importants, sont éditées à destination des journalistes. Les centres et les départements scientifiques de l'INRA y sont représentés à tour de rôle. Ces fiches sont envoyées par mail à 300 journalistes et par courrier à 1 000 journalistes. De plus, des conférences et des petits déjeuners de presse sont organisés très régulièrement. Les communiqués, fiches et dossiers de presse émis par l'INRA sont accessibles à tous en ligne (9, 10, 26, 86).

L'INRA interagit avec tous les types de médias : les grands quotidiens, les journaux économiques, la presse scientifique ainsi qu'un certain nombre de chaînes de télévision et de stations de radio. Les retombées presse sont évaluées par un prestataire privé. Ainsi, tous les midis, les documents contenant le mot INRA sont envoyés par mail ce qui correspond, pour l'année 2007, à 700 articles par mois. Une augmentation de 80 % a ainsi été enregistrée en 3 ans (26, 86).

### ● Le web

Le site web institutionnel comporte principalement une rubrique destinée au grand public dont le contenu vulgarisé et qui s'intitule *La science et vous*. Elle permet de mieux connaître les recherches qui préoccupent la société et concerne un tiers des visites. Cette rubrique va bientôt contenir une sous-rubrique, appelée *Comprendre, débattre* qui comportera des éléments d'information pour alimenter les débats de société. Le site institutionnel a bénéficié de 2 431 000 visites en 2007 avec un temps moyen passé sur chaque page de 1 min 20. Il y a environ 46 000 visiteurs fidèles qui n'hésitent pas à poser des questions via le formulaire de contact et parfois à s'abonner à la newsletter. Dans le futur, le site devrait être plutôt organisé en portail (34, 99).

Début 2008, le site dédiés aux relations presse de l'INRA a été visité 740 fois par jour alors que début 2006, le nombre quotidien de visites était en moyenne de 510 (26, 86).

Le site du service Audiovisuel de l'INRA contient lui aussi deux rubriques accessibles à tous : *A la une* qui comporte des reportages sur les temps forts actuels de l'institut et *Web TV* qui montre la vie de l'INRA (colloques, rencontres, cérémonies, vie des centres, interviews de chercheurs). Ce site propose également une banque d'images sur la recherche agronomique, l'agriculture et l'environnement qui peuvent être mises à disposition des producteurs ou des chaînes de télévision sous certaines conditions (40, 85).

Chaque mois, l'INRA propose également une newsletter électronique, intitulée *Un mois en ligne*, qui présente une sélection d'actualités et d'informations ayant trait aux domaines d'activité de l'institut. Celle-ci est adressée par e-mail à tout internaute qui fait la démarche de s'inscrire sur le site institutionnel (45, 99).

### ● Les éditions

Tout comme le Cemagref, l'INRA édite des ouvrages voués à une diffusion extérieure par l'intermédiaire des Editions Quæ. Il propose plusieurs collections pour le grand public. Il y a d'une part des bandes dessinées qui s'adressent aux jeunes à partir du collège (la collection *Okissé* et la BD hors collection *Terre Rouge*). Il y a également une collection d'ouvrages intitulée *Sciences en questions* avec des auteurs parfois très connus comme Axel Kahn, Pierre Bourdieu, Christophe Dejours ou Bruno Latour. Il existe aussi quelques titres isolés comme *Histoires de légumes* ou *Balade au pays des fromages*. Ces collections sont vendues par correspondance sur le site des Editions Quæ ou dans de grandes librairies universitaires et scientifiques (41, 96).

Depuis juin 2007, l'INRA propose un trimestriel intitulé *INRA magazine* qui succède à d'autres publications de l'institut. Il est diffusé gratuitement à 25 000 exemplaires dont 60 % en interne et 40 % aux partenaires (communauté scientifique, monde agricole, etc) ainsi qu'aux leaders et relais d'opinion (élus, journalistes, etc). La version électronique téléchargeable est disponible pour tous sur le site institutionnel. Le contenu d'*INRA magazine* est rédigé de façon à être accessible à un maximum de personnes. La forme des articles est variée et les sujets abordés découlent des activités de recherche de l'INRA sur l'alimentation, l'agriculture et l'environnement. Cette actualité scientifique est traitée avec une mise en perspective des enjeux et des débats de société qui l'entourent (45, 65, 66, 67).

Le service Audiovisuel de l'INRA produit des films destinés à informer de manière objective le grand public concernant les activités de l'institut. Le catalogue est accessible à tous en ligne et il est possible de procurer les films via une simple demande par mail (40, 85).

## V. La communication grand public à l'INRETS

### a. Politique de communication et organisation

L'INRETS communique plutôt vers les décideurs que sont les institutionnels et les grands constructeurs mais il essaie de se faire connaître petit à petit du grand public. En effet, l'Etat lui a confié pour mission de diffuser les connaissances acquises de la façon la plus large possible, en langage simple et accessible (32).

Au siège de l'institut, 7 personnes travaillent à la communication : un chef de service, une chargée de mission pour l'évènementiel, une personne qui rédige le rapport annuel et gère les relations presse, une personne qui a en charge l'édition scientifique, une personne qui s'occupe de la revue *rts*, une secrétaire gestionnaire et une personne de l'équipe informatique qui répond aux questions posées sur le site web. Dans les 5 autres sites, il y a une personne relais pour la communication (32).

Le budget annuel de l'institut dédié à la communication était de 480 K€ pour l'année 2007. La création d'un pôle en recherche en génie civil est prévue pour 2012, ce qui pourrait aboutir à une mutualisation des moyens de communication entre l'INRETS, le LCPC, le SETRA (Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes), l'ENPC (l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées), le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et l'ENSG (Ecole Nationale des Sciences Géographiques) (32).

## b. Actions de communication grand public

### ● L'évènementiel

L'INRETS participe à quelques opérations grand public comme la *Fête de la Science* (à Paris et en province) ou le *Salon du Livre* ainsi qu'à des manifestations semi-professionnelles comme le *Salon Européen de la Recherche et de l'Innovation*. Dans le cadre du *Village des Sciences*, il est arrivé que des activités soient proposées en partenariat avec l'Université d'Orsay et le Palais de la découverte. Par le passé, des journées portes ouvertes ont parfois été organisées dans les différents centres mais à l'heure actuelle cela ne se fait plus (32).

### ● Les relations presse

L'INRETS a des contacts relativement épisodiques avec les médias : la presse quotidienne nationale (Le Monde, Le Nouvel Observateur, Le Figaro) et régionale, les revues scientifiques vulgarisées (La Recherche, Science & Vie) et la télévision. L'institut a notamment été sollicité sur les problématiques d'utilisation du téléphone portable au volant. Dans le futur, l'institut souhaite reprendre des contacts réguliers avec les journalistes grâce à la diffusion de communiqués de presse et l'organisation de conférences et petits déjeuners presse (32).

### ● Le web

Le site web de l'INRETS est géré par le chef du service communication ainsi que par une personne de l'équipe informatique. Il est actuellement en rénovation dans le but d'améliorer son ergonomie pour qu'il devienne un vrai portail d'accès aux rubriques à caractère scientifique, à l'actualité de l'institut et à la diffusion des connaissances (32, 90).

## ● Les éditions

L'INRETS édite à 5 000 exemplaires une revue mensuelle intitulée *AXES* qui est envoyée principalement aux collectivités territoriales, aux conseils généraux et régionaux, aux communautés d'agglomérations, aux entreprises de transports publics ainsi qu'aux administrations centrales et déconcentrées. Elle est gratuite et tout le monde peut demander à la recevoir via le site web de l'institut (32, 68).

## VI. La communication grand public à l'INRIA

### a. Politique de communication et organisation

L'INRIA s'est ouvert depuis 2000 vers le grand public après une réflexion concernant le désintéressement des jeunes pour la science ainsi que la demande des citoyens à comprendre la science pour se faire une opinion et appréhender les grands enjeux de société. Cette ouverture n'est pas aisée car tout le monde ne s'intéresse pas à l'informatique, à la robotique ou à l'automatique. La Direction de la Communication, ou DirCom, a donc mis en place un plan stratégique pour la diffusion à destination des jeunes (à partir du collège) (30).

La DirCom située au siège de l'institut regroupe environ 20 personnes réparties suivant 6 pôles différents : Jeunes et recrutement, Grand public, Elus, Communication interne et Relations presse et Services (web, multimédias et publication assistée par ordinateur). Son budget était de 1 700 K€ pour l'année 2007. En parallèle, chaque centre INRIA possède un petit service de communication constitué d'un responsable et d'un assistant de communication. Au total cela fait 14 personnes situées en province (30).

### b. Actions de communication grand public

#### ● L'évènementiel

L'INRIA s'implique beaucoup à l'occasion de la *Fête de la Science* à Paris et en province. A cette occasion, un jeu de l'oie de l'informatique a déjà été proposé. L'institut a également participé à la *Journée Citoyen de la Terre* à la Cité des Sciences et de l'Industrie où il a présenté le cybercar qui est un véhicule électrique intelligent. En écho, les centres INRIA ont organisé en province différentes manifestations sur le thème du développement durable (30).

L'INRIA a passé des partenariats avec certaines académies pour participer à l'organisation des *Olympiades de Mathématiques* des élèves de 4<sup>ème</sup>, 2<sup>nde</sup> et 1<sup>ère</sup>. Lors de ces manifestations, l'institut propose des prix ainsi que des conférences de chercheurs (30).

L'INRIA travaille en collaboration avec un certain nombre de structures de diffusion de la science comme par exemple : Planète Science (élaboration d'une cité du futur avec des robots), Les Petits Débrouillards (amélioration de la démarche de vulgarisation) ou

l'Association des Elèves de SUPELEC (rôle de support dans l'opération *Bouge la science* pour accompagner des jeunes en difficulté) (30).

L'INRIA propose tout au long de l'année des visites de laboratoires et des conférences de chercheurs à destination des collégiens, des lycéens et des élèves de l'IUFM. Des visites de centres sont proposées aux élèves, et des journées portes ouvertes pour le grand public sont parfois organisées par les différents sites (30).

### ● Les relations presse

L'INRIA est en contact régulier avec tous les types de médias, qu'il s'agisse de la télévision (France 3, LCI), de la radio (France Inter, France Culture, RFI, Europe 1), de la presse généraliste (*Le Monde, Les Echos, Le Figaro, Libération*) ou de revues de vulgarisation scientifique (*La Recherche, Science & Avenir*) (30).

En 2007, l'institut a édité 14 communiqués et dossiers de presse. L'INRIA a ainsi cumulé 1 260 signalements dans l'année, ce qui correspond à une augmentation de 130 % en 4 ans. Les contacts avec les journalistes sont en hausse et une légère augmentation de la communication à destination du grand public a été constatée par rapport à l'année dernière (30, 92).

### ● Le web

Le site web institutionnel de l'INRIA, site pionnier créé dès 1993, et qui a déjà connu plusieurs évolutions, est actuellement en refonte. Il s'adressera spécifiquement à quelques grandes cibles bien définies de façon à faciliter la lisibilité des recherches menées par l'institut. De plus, le Service Multimédia, en lien avec les chercheurs, est en train d'élaborer une université numérique appelée *Fuscia* qui sera accessible à toutes les personnes de 7 à 77 ans (30, 38, 92).

Le site *InterStices* dédié à la culture scientifique a été créé en 2006. Son comité éditorial est constitué à la fois de chercheurs et de spécialistes de la communication multimédia. Il s'adresse plutôt à des personnes ayant un baccalauréat scientifique mais il est prévu de la rendre plus accessible (30, 93).

### ● Les éditions

Il y a 3 ans, l'INRIA a édité en partenariat avec Bayard Presse une revue intitulée *Les sciences du numérique* qui avait pour objectif de montrer en quoi l'informatique est une science à part entière. Celle-ci avait été vendue en tant que supplément de la revue *Phosphore*. Une brochure de 16 pages basée sur ce numéro a ensuite été conçue à destination des collégiens. De plus, un module sur les métiers et les études à l'INRIA est disponible sur le site web de la revue (30).

En 2007, l'INRIA a réalisé un ABCdaire de l'informatique, intitulé *L'informatique de A à Z*, qui explicite 26 concepts-clés de l'informatique. Ce document a été décliné en cartes postales et en posters tout en étant accessible en ligne. Il a été diffusé aux CCSTI, collèges et lycées qui en ont fait la demande. Un livret pédagogique permettant d'exploiter au mieux cet ABCdaire est actuellement en cours d'élaboration (30, 97).

L'INRIA possède une équipe qui produit des films présentant les recherches menées à l'institut comme par exemple *Matière première* qui traite des sciences qui se cachent derrière l'informatique et les réseaux du quotidien. Ces derniers sont distribués au format DVD et s'adressent plutôt à des élèves de lycée (3, 30).

Le CRDP (Centre Régional de Documentation Pédagogique) de Versailles a récemment sorti la revue *Doc'Sciences* qui est à destination des professeurs et des élèves. Elle a pour but de faire comprendre la science qui est en train de se faire. Le contenu est écrit par les chercheurs et les fiches pédagogiques sont conçues par le CRDP. L'INRIA va participer au prochain numéro sur les nouvelles recherches dans le domaine de l'informatique qui sera distribué notamment à l'occasion de la *Fête de la Science* en novembre 2008 (30).

## VII. La communication grand public à l'Inserm

### a. Politique de communication et organisation

Une des quatre grandes missions de l'Inserm est la diffusion des connaissances scientifiques. Ainsi, le Département de l'Information Scientifique et de la Communication, ou DISC, assure le continuum de l'information, c'est-à-dire qu'il transforme les connaissances produites par les chercheurs de l'institut pour les rendre accessibles à différents publics, et notamment les citoyens (25).

Environ 40 personnes travaillent au DISC de l'Inserm qui s'organise autour de deux grands axes : l'information scientifique et la communication. Le service Communication se compose de 6 cellules fonctionnelles : Relations presse et médias, Web, Communication (qui comprend les manifestations internes, les manifestations externes, la *Lettre Inserm des Médecins Généralistes*, le *Réseau Inserm Jeunes* et les éditions), Identité visuelle, *Inserm Actualités* on line, Politique éditoriale, Photo - Cinéma. Il existe également 13 chargés de communication en région qui assurent une mission de relais au niveau local (25, 88).

### b. Actions de communication grand public

#### ● L'évènementiel

A l'occasion de la *Fête de la Science*, l'Inserm propose à Paris en en province des stands s'adressant à des personnes de tout âge. L'institut participe également à des manifestations semi-professionnelles comme le *Salon Européen de la Recherche et de l'Innovation* (25).

L'Inserm organise des *Cafés Santé* où le tout public peut côtoyer des scientifiques et avoir avec eux des discussions sur des sujets variés (25). L'institut a créé le *Réseau Inserm Jeunes* en France et en Europe qui permet à des lycéens d'entrer en contact avec des chercheurs et d'échanger avec eux lors d'espaces de débat (25).

L'institut organise aussi des expositions comme par exemple *Quand la science rejoint l'art* où des oeuvres d'art étaient associées avec des clichés photographiques produits par l'Inserm (25).

L'institut travaille également en partenariat avec différentes associations de malades en fournissant des informations scientifiques et en offrant des espaces d'échange comme des rencontres – débats ou des formations (25).

### ● Les relations presse

La cellule Relations presse et médias de l'Inserm est en contact avec tous les types de médias généralistes, et plus particulièrement avec la presse écrite (*Le Monde, Le Figaro, Libération, Les Echos*). En 2007, ce sont 94 communiqués de presse qui ont été diffusés à destination des journalistes. L'institut propose également des conférences et des voyages de presse. Les retombées presse de l'Inserm sont évaluées par un prestataire extérieur qui communique par mail les articles de la presse mentionnant l'institut (25, 88).

### ● Le web

Le site web institutionnel est en cours de réorganisation et une nouvelle présentation se prépare. Le format blog est développé pour la communication interne ainsi que pour certaines opérations événementielles (25, 88).

L'Inserm édite un magazine électronique intitulé *Inserm Actualités* dont il paraît 10 numéros par an. A partir de septembre 2008, une nouvelle formule plus réactive face à l'actualité et plus accessible à l'ensemble de la société va être proposée. Ce magazine fait la part belle aux travaux et aux découvertes des équipes de recherche de l'institut (87).

Le DISC assure la gestion de la *Plate-forme d'Information Inserm - Associations de malades* qui est consultable en ligne. Elle a été créée pour faciliter le dialogue et le partage entre l'institut et les associations de malades, de personne handicapées et de leurs familles (ex : Fédérations des aveugles et handicapés visuels de France, Alcooliques anonymes France, Autisme France) (101).

### ● Les éditions

L'Inserm édite une newsletter gratuite et électronique *La lettre de l'Inserm* dont le contenu est vulgarisé et que tout le monde peut demander à recevoir via le site institutionnel (88).



L'institut édite également la collection *Expertise collective* qui traite de divers sujets et dont les deux derniers titres parus sont *Jeux de hasard et d'argent – Contextes et addictions* et *Saturnisme – Quelles stratégies de dépistage chez l'enfant ?*. Une synthèse complète de chaque ouvrage est téléchargeable gratuitement sur le site web de l'Inserm (88).

## VIII. La communication grand public à l'IRD

### a. Politique de communication et organisation

L'information à destination de la société ainsi que la visibilité institutionnelle sont 2 des principales missions de la Délégation à l'Information et à la Communication de l'IRD. Ainsi, elle mène des actions pour présenter les activités de l'institut mais réalise également un travail de médiation sur les thématiques de recherche de l'IRD (océans, climat, ressources en eaux, alimentation, évolution de la famille) (29).

La Délégation à l'Information et à la Communication est organisée en 6 sections : Communication, Culture scientifique et technique, Documentation, Education, Audiovisuel et Cartographie. Elle emploie 76 personnes (dont un certain nombre à l'étranger) et son budget pour l'année 2007 était de 1 600 K€(29).

### b. Actions de communication grand public

#### ● L'évènementiel

L'IRD organise des expositions en propre (comme *Des poissons et des hommes* ou *Eau douce Eau rare*) ou bien en partenariat (par exemple *Le termite et la fourmi* avec le Palais de la découverte ou *Le cycle de la mer* avec la Cité des Sciences et de l'Industrie) (29).

L'institut agit à destination des jeunes en proposant des *Clubs Jeunes* en France et à l'étranger. A ces occasions, un scientifique parraine une classe de collège ou de lycée pour traiter de sujets divers (ex : SIDA, teigne de la pomme de terre en Afrique, plantes fixatrices d'azote) (29). Egalement très impliqué à l'étranger, l'IRD a créé le *Fond Solidaire Prioritaire* dans 10 pays d'Afrique qui vise à aider des projets associatifs sur 4 ans. L'institut a également participé à la formation d'élèves journalistes au Niger (29).

L'IRD a passé des partenariats avec plusieurs festivals de science comme *Sciences frontières* à Marseille ou le *Festival des Sciences* de Chamonix (29).

#### ● Les relations presse

L'IRD édite 3 fiches d'actualité scientifique par mois qui visent à informer de manière ciblée et régulière les médias nationaux et étrangers sur les résultats de recherche de l'institut. Près d'une trentaine de communiqués de presse et une dizaine de dossiers sont envoyés à la presse tous les ans. Ils sont accessibles en versions française et anglaise sur le site de l'IRD mais aussi sur des sites étrangers. Des conférences de presse sont également organisées.

L'année passée, il y a eu 2 200 retombées presse relatives à l'institut (11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 29, 71, 72).

### ● Le web

Le site web institutionnel présente l'IRD et ses réalisations dans ses grands champs de recherche. Il permet d'accéder à des bases de connaissances très riches comme celles sur les atolls de Polynésie ou l'herbier et les insectes de Guyane. En 2006, le site a bénéficié de 3 864 424 visites. Actuellement, il est en refonte pour y inclure des entrées différentes suivant les publics et afin de satisfaire aux normes handicapés. Le thème de la recherche menée à l'IRD sera également plus développé (29, 98).

Le site de l'institut comporte également une banque d'images appelée *Base Indigo* qui est en libre accès. Ainsi, des photos issues de cette base sont parues dans différentes revues comme *Le Monde*, *Science & Avenir*, le *Nouvel Observateur* ou *La Recherche* (29, 71, 98).

### ● Les éditions

Depuis 1999, l'institut propose un mensuel intitulé *Sciences au Sud*. Edité à 15 000 exemplaires et diffusé dans 120 pays, il permet une visibilité institutionnelle et assure le relais des informations relatives aux *Clubs Jeunes*. Le nombre de demandes d'abonnements croît régulièrement au point que les abonnements sont maintenant payants. Cependant, la forme électronique de ce journal reste accessible gratuitement via le site de l'institut (29, 69, 70).

En 2006, 15 titres sont parus dans les Collections IRD avec notamment *Substances naturelles en Polynésie française*, *Le monde peut-il nourrir tout le monde ?* ou *Atlas de la peste à Madagascar*. Le Service Audiovisuel de l'institut produit également des films grand public comme par exemple *Chercheurs et climats* diffusé récemment sur France 5 (29, 71).

## IX. La communication grand public au LCPC

### a. Politique de communication et organisation

Le LCPC a pour mission de mieux faire connaître la recherche qu'il mène à l'extérieur mais le grand public n'est pas sa cible privilégiée. Il s'agit plutôt de ses partenaires que sont les industriels, les collectivités locales, les organismes de recherche, les bureaux d'étude et bien entendu ses tutelles (37).

L'arrivée d'une nouvelle directrice ainsi que le regroupement du LCPC aux côtés de l'INRETS, du SETRA, de l'ENPC, du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) et de l'ENSG (Ecole Nationale des Sciences Géographiques) sur le site de Marne-la-Vallée en 2012 vont orienter fortement la communication de l'organisme. En effet, il s'agit de créer un pôle de compétence à l'échelle mondiale pour répondre aux enjeux du développement durable

liés à la civilisation urbaine dans les domaines de la construction et des transports, des matériaux, du génie civil urbain et territorial (37).

Huit personnes travaillent en tout à la Délégation de la Communication : une déléguée, deux chargées de communication (une à Paris et une à Nantes), deux assistantes et trois personnes pour gérer le site web (deux pour la mise en ligne et une pour la rédaction du contenu). En 2007, le budget de la délégation était de 300 K€ mais une baisse est à prévoir pour 2008 (37).

## b. Actions de communication grand public

### ● L'évènementiel

Le LCPC participe lui aussi à la *Fête de la Science* en proposant un stand où différentes animations expliquent les thématiques de recherche de l'organisme comme la vision de nuit ou les phénomènes d'inondation. Le laboratoire prend également part au *Salon de la Recherche et de l'Innovation* (37).

Sur le site de Nantes, des journées portes ouvertes sont organisées tous les 4 ans. A ces occasions, les grands équipements de renommée internationale sont montrés et leur fonctionnement expliqué. Tous les mois, une visite sur réservation est également organisée pour les scolaires, les particuliers et les professionnels (37).

En mars 2008, une exposition grand public sur le thème du développement durable a été organisée à l'Ecole des Ponts sous l'égide du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. Elle préfigurait le nouveau pôle de recherche en génie civil qui sera créé à Marne la Vallée en 2012 (37).

### ● Les relations presse

Le LCPC n'entretient pas relations suivies avec les médias : il s'agit plutôt d'actions ponctuelles (37).

### ● Le web

Le site web institutionnel renferme beaucoup d'informations mais une dynamisation est envisagée de manière à rendre le contenu plus accessible et l'architecture plus intuitive (37, 94).

### ● Les éditions

La lettre de communication externe, intitulée *L* et tirée à 2 000 exemplaires, est née d'une adaptation pour un public externe de la lettre interne qui est désormais réduite à un feuillet (37).

# Les citoyens et les EPST, de la méconnaissance mutuelle à l'enrichissement réciproque

Après avoir exploré le point de vue des citoyens vis-à-vis des EPST et les différentes actions de communication que ces organismes de recherche mettent en place à destination du grand public, il était indispensable de savoir où en sont réellement les relations citoyens – EPST : plus proches de la méconnaissance mutuelle ou alors en bonne voie vers l'enrichissement réciproque ?

## **I. Existe-t-il une demande d'information scientifique de la part des citoyens à destination des EPST ?**

Cette question est à la base de la réflexion menée dans le cadre de ce mémoire. En effet, en feuilletant rapidement le programme télévision, il est assez difficile d'y trouver des émissions de vulgarisation scientifique qui soient populaires et donc programmées à des heures de grande écoute. Il en est de même pour les autres médias, que ce soit radio ou presse. Pourquoi donc un tel désintéressement ?

La mini-enquête que j'ai menée dans le contexte de la présente étude nous donne quelques éléments de réponse. La très grande majorité des personnes qui ont accepté de répondre au sondage sur les organismes publics de recherche ont eu de prime abord une réaction de crainte : la crainte de ne pas savoir, de ne pas être à la hauteur, d'en connaître moins que les autres. Ainsi, les gens se sentaient en quelque sorte jugés, un peu comme lors d'une interrogation écrite à l'école. Et une fois le questionnaire terminé, beaucoup ont demandé comment ils s'étaient débrouillés par rapport aux autres personnes sondées. Il apparaît donc que les gens se sentent fautifs de ne pas en savoir plus sur la recherche publique mais ils attribuent cette méconnaissance relative au fait de ne pas être assez intelligent ou cultivé. Ce phénomène est encore plus marqué chez les personnes ayant un faible niveau de diplôme, les ouvriers et les inactifs. Les gens se placent donc en situation d'infériorité par rapport aux organismes publics de recherche.

Pour beaucoup de gens, ces établissements semblent au sommet d'une tour d'ivoire inaccessible. Cependant, une grande partie des personnes ayant répondu à la mini-enquête ont demandé à savoir quelle était la signification des sigles qui leurs étaient inconnus mais également à connaître la nature des activités de ces organismes. Certains ont ainsi pu faire le rapprochement entre des EPST et certains articles de presse ou reportages télévision qu'ils avaient lus ou visionnés. Ils ont aussi réalisé que tous ces établissements de recherche dont il

était question étaient financés par de l'argent public, chose dont ils n'avaient que vaguement conscience. Ceci prouve d'une certaine manière que les citoyens sont réellement en demande d'une information de la part des organismes publics de recherche, que ce soit du point de vue de la culture scientifique ou de la gestion de l'argent public.

## **II. L'information scientifique à destination des citoyens est-elle délivrée de manière efficiente par les EPST ?**

### **a. Une mission importante mais pas prioritaire**

La mission fondatrice des EPST est d'entreprendre des recherches et de produire des connaissances au sein de leurs domaines d'activités. La diffusion de l'information scientifique reste une mission importante pour ces organismes mais elle bénéficie rarement d'un caractère prioritaire. De plus, la communication à destination du grand public ne constitue qu'une partie de cette activité de diffusion. En effet, la communauté scientifique, les institutionnels, les entrepreneurs et les industriels apparaissent comme les cibles privilégiées des actions de communication menées par les EPST.

Ceci est tout à fait légitime car il est nécessaire pour ces organismes de s'assurer une reconnaissance auprès de leurs tutelles, de leurs partenaires et de leurs pairs de façon à continuer d'obtenir des budgets permettant une pérennité du fonctionnement de leurs recherches. Malgré tout cela, il ressort des entretiens que j'ai pu avoir avec les différents services de communication de ces organismes que la diffusion de l'information à destination des citoyens est une mission qui leur tient beaucoup à cœur et qui est menée avec passion, aussi bien par les communicants que par les chercheurs.

### **b. Des moyens hétérogènes**

Comme nous l'avons vu précédemment, les EPST sont de taille très variée et leurs moyens, d'une manière générale, sont assez hétérogènes. De plus, le budget, le personnel et l'organisation des services dédiés à l'activité de communication sont extrêmement variables. Le tableau ci-après (cf Tableau 3) permet de faire le point sur ces différents éléments. Lorsque les chiffres qui y figurent ne sont pas ramenés à des pourcentages, l'hétérogénéité est flagrante. Il faut, par exemple, bien admettre que la capacité de travail des 8 personnes du Cemagref ne pourra jamais rivaliser avec les 172 personnes du CNRS.

Cependant, de manière intéressante, le tableau 3 nous révèle que, proportionnellement parlant, les petits organismes injectent plus de moyens humains et financiers dans la diffusion de l'information que les EPST de très grande taille (CNRS, INRA et Inserm). A mon sens, ceci souligne à mon sens, très bien le fait que des structures aux dimensions modestes (comme l'INED, l'INRETS ou le LCPC) ou d'envergure moyenne (comme le Cemagref, l'IRD et l'INRIA) sont actuellement en train de s'investir de manière considérable pour pallier au déficit de visibilité dont elles sont victimes.

**Tableau 5 : Récapitulatif des effectifs et des budgets dédiés à la communication au sein des EPST**

<b>Nom de l'EPST</b>	<b>Effectifs globaux</b>	<b>Effectifs des services communication</b>	<b>% des effectifs dédiés à la communication</b>	<b>Budget global (en K€)</b>	<b>Budget dédié à la communication (en K€)</b>	<b>% du budget dédié à la communication</b>
Cemagref	1 350	8	0,59	89 000	200	0,22
CNRS	32 000	172	0,54	3 080 000	4 814	0,16
INED	200	4	2,00	12 500	30	0,24
INRA	11 000	217	1,97	678 000	1 815	0,27
INRETS	500	7	1,40	43 000	480	1,12
INRIA	3 800	34	0,89	186 000	1 700	0,91
Inserm	13 000	20	0,15	612 000	NC	-
IRD	2 231	76	3,41	200 000	1 600	0,80
LCPC	650	8	1,23	51 000	300	0,59

NC : Non Communiqué

### c. Une communication institutionnelle indispensable mais parfois difficile à mettre en oeuvre

La communication institutionnelle a pour mission de faire ressortir la cohérence globale de l'établissement. Ainsi, elle doit présenter le rôle et la politique de l'organisme tout en insistant sur son identité et son image. Elle peut permettre aux EPST d'être bien identifiés parmi la multitude d'établissements publics de recherche tels les EPIC ou les EPA. Ce type de communication est donc primordial pour de telles structures.

Cependant, au travers des éléments qui ont été présentés tout au long de ce rapport, il s'avère que les EPST n'ont pas tous une communication institutionnelle très développée. Ce phénomène concerne principalement les établissements de petite et moyenne taille et m'a été expliqué par plusieurs d'entre eux. En effet, lorsque les moyens sont limités, ces organismes préfèrent donner la priorité à une communication sur leurs activités. Ce point de vue est tout à fait valable car après tout qu'est-ce qui est le plus important aux yeux du citoyen : « comprendre comment le viaduc de Millau a été conçu pour résister aux catastrophes naturelle » ou alors « savoir que c'est le LCPC qui a participé à la conception du béton utilisé pour construire ce même viaduc » ? La médiation scientifique peut donc être considérée comme prioritaire mais il ne faut pas que le grand public perde de vue qu'une partie des connaissances scientifiques sont le fait des EPST qui oeuvrent, en moyenne, depuis près de 50 ans pour la société. De plus, je pense que l'identité de l'organisme reste toujours intimement liée à ses activités de recherche.

### d. Des activités de recherche inégalement connues des citoyens

La mini-enquête nous a révélé que les activités de recherche des différents EPST sont identifiées de manière très inégale. La taille des organismes ne semble être le seul facteur permettant une bonne lisibilité, il y a également leur ancienneté et les moyens mis en œuvre pour la communication à destination du grand public. Par exemple, l'INRIA et le LCPC sont des sigles relativement méconnus des citoyens mais ceux qui disent connaître ces établissements de noms se révèlent être également tout à fait au fait de leurs activités. Par contre, l'Inserm qui semble assez visible, est plutôt obscur pour le quidam qui le confond assez souvent avec l'INSEE. Là encore, la preuve est faite que le dynamisme croissant des EPST de petite taille concernant la diffusion de l'information scientifique à destination du citoyen est en passe de se montrer payant.

Il ne faut cependant pas occulter les EPST de grande envergure comme le CNRS et l'INRA qui sont pour les français des institutions, au sens propre et au sens figuré. Ils font « partie du décor » scientifique de l'hexagone depuis plus de 60 ans mais cela ne les empêche pas d'être extrêmement dynamiques et d'évoluer dans la façon de délivrer l'information auprès du grand public, notamment en utilisant des vecteurs de communication novateurs comme le web ou le multimédia.

#### e. Des dispositifs d'évaluation à compléter

Pour les EPST, évaluer l'impact de leur politique et de leurs actions de communication reste assez délicat. En effet, ils ont mis au point des dispositifs comme la compilation des retombées presse, le taux de fréquentation de leurs sites web ou le nombre de visiteurs assistant aux journées portes ouvertes. Cependant, il s'agit de dispositifs ne permettant pas réellement d'appréhender dans quelle mesure l'information diffusée a été retenue et surtout si le message a été correctement interprété.

Bien entendu, une évaluation de la lisibilité et de la visibilité des EPST ne pourrait réellement être menée qu'à travers une enquête à grande échelle. Cela a été réalisé dans le cadre de l'enquête commandée par le CNRS et menée par la *tns sofres* en novembre 2006 (8). Cependant, ce type d'évaluation reste ponctuel car extrêmement coûteux. Il n'est pas envisageable de demander un tel investissement à de tous petits organismes comme l'INED ou le LCPC. C'est dans un tel contexte qu'il me semblerait judicieux pour le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'intervenir. Il pourrait ainsi financer tous les deux ou trois ans une enquête portant sur la lisibilité et la visibilité des organismes publics de recherche. Ceci constituerait une aide pour ces différents établissements en terme de positionnement de leurs stratégies de communication à destination du grand public.

### III. Quels vecteurs de communication les EPST doivent-ils utiliser à destination des citoyens ?

#### a. Diversifier les vecteurs de communication

Pour une communication efficace, il est nécessaire d'utiliser des supports diversifiés car toutes les personnes ne réagissent pas de la même manière face à un support visuel, écrit ou audio. En effet, certains vont mémoriser plus facilement les informations présentées dans un reportage télévision alors que d'autres seront plus réceptifs aux éléments contenus dans un article de presse. De plus, la répétition du message via des vecteurs différents permet une mémorisation accrue.

Les données qui figurent dans ce mémoire quant aux actions de communication des EPST à destination du grand public montrent que ce sont les organismes qui diversifient le plus leurs supports de communication (événementiel, web, audiovisuel, presse, ouvrages et revues) qui bénéficient d'une meilleure lisibilité. Il ne faut cependant pas occulter qu'une telle politique a un coût que tous les établissements ne peuvent pas se permettre d'assumer. Néanmoins, il semble que d'une manière générale les EPST se dirigent graduellement vers une diversification de leurs supports de communication.



## b. Les mass médias : un potentiel puissant mais une utilisation délicate

Les mass médias sont, dans le cas qui nous occupe, principalement la presse écrite, la radio et la télévision. Ils ont la capacité de porter le message à partir d'un émetteur unique vers des millions de personnes quasi-simultanément. Le revers de ce potentiel si puissant des mass médias réside dans le fait que l'information qui arrive jusqu'aux nombreux récepteurs est terne, sans aucune personnalité. Ainsi, tout le monde reçoit le même message ce qui revient à concevoir le public comme global et indifférencié. Cette pratique presque industrielle de la communication peut effrayer ou rebuter le citoyen qui ne se sent alors pas considéré comme individu à part entière mais comme une partie d'un tout uniforme et sans relief (50).

Par ailleurs, les mass médias agissent sur le message comme un filtre qu'il est difficile de contrôler. Par exemple, il est assez rare que les journalistes fassent relire leurs articles aux communicants des EPST et la façon dont l'information va être traitée est toujours incertaine. De plus, les mass médias ont souvent recours à des raccourcis qui rendent le message final presque faux alors que les données initiales étaient scientifiquement justes.

Cependant, la presse, la radio et la télévision restent des vecteurs de communication incontournables pour les EPST de part leur périmètre d'action étendu. Il faut également préciser qu'il existe de très bons journalistes scientifiques qui parviennent à conserver l'essence du message en l'intégrant dans un processus élaboré de médiation.

## c. L'apport d'Internet et du multimédia

Internet est né de la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel. Il est considéré comme un nouveau type de média car il diffère considérablement des mass médias. En effet, si le web permet d'atteindre des millions de personnes, il véhicule un message « personnalisé » et adapté au public ciblé, ce qui lui confère son caractère interactif (50). Ainsi, à l'heure où de véritables mondes parallèles virtuels sont en train de voir le jour sur la toile, il apparaît nécessaire, pour qui veut se faire connaître, d'y occuper un espace.

Les EPST ont bien pris en compte cet état de fait car ils possèdent tous un ou plusieurs sites web. Cependant, après avoir surfé quelque temps sur les différents sites, il m'est apparu que ceux des grands organismes ont une architecture complexe et pas toujours très logique. Certains établissements me semblent un peu à la traîne en matière d'ergonomie comme l'IRD, l'INRETS et le LCPC mais leurs sites sont actuellement en cours de refonte. Enfin, à mon sens, les EPST qui ont investi la toile de la manière la plus efficiente sont : l'INRIA, l'INED et le Cemagref. En effet, les informations peuvent être trouvées très rapidement, l'aspect graphique a été particulièrement soigné et le contenu est extrêmement didactique.

Les nouvelles technologies ont permis également l'émergence du multimédia qui correspond à l'intégration de plusieurs moyens de représentation de l'information comme le texte, le son ainsi que l'image fixe ou animée. Il n'est pas encore très développé par les EPST. Seul le CNRS a réellement investi ce créneau avec l'édition de DVD thématiques et la création d'une collection de dossiers multimédias conçus pour le web.

#### d. La médiation humaine

Pour Pierre Zémor (Conseiller d'Etat honoraire et Président de l'Association des responsables de communication des institutions publiques), « *une partie de la communication publique doit se faire hors médias car plus la médiation est humaine et personnalisée, plus le récepteur est actif et plus le contenu de l'information sera pris en considération et mémorisé* » (52). La plupart des opérations menées par les EPST dans un cadre événementiel font appel à la médiation humaine : conférences, journées portes ouvertes, salons ou interventions dans les écoles. Elles sont une réelle vitrine de ces organismes et remportent toujours beaucoup de succès.

Ceci nous amène à considérer une question importante qui a trait à l'identité des médiateurs. En effet, est-il préférable qu'il s'agisse de scientifiques ou alors est-il plus judicieux de faire appel à des communicants ? A mon sens (mes origines normandes y sont peut-être pour quelque chose !), la réponse se situe plutôt dans un entre-deux réfléchi. Il paraît tout d'abord inconcevable de priver le public d'un contact direct avec les chercheurs car les gens se plaisent à échanger avec des hommes qu'ils considèrent souvent comme inaccessibles. De plus, il est important pour le scientifique de se confronter aux citoyens, ne serait-ce que pour reprendre pied avec la réalité. Cependant, il s'avère que tous les chercheurs ne sont pas de bons orateurs. Beaucoup ont du mal à adopter un langage compréhensible par tous, que ce soit parce qu'ils ont le sentiment de se rabaisser ou alors parce qu'ils n'en sont pas capables.

Dans ce genre de situation, il me paraît nécessaire de créer des partenariats étroits entre chercheurs et médiateurs où le chercheur amènerait l'essence de l'information tout en veillant à ce qu'elle reste scientifiquement correcte et où le médiateur s'appliquerait à ce que le message reste didactique et ludique. De telles associations existent déjà mais plutôt dans le domaine de l'édition. Il est vrai qu'un tel dispositif nécessite plus de personnel donc plus d'argent. Cependant, il me semble que pour des opérations phares, comme la *Fête de la Science* ou les journées portes ouvertes, les EPST pourraient tester ce genre de tandems et observer les réactions du public.

#### **IV. Vers un échange participatif entre citoyens et organismes publics de recherche ?**

L'étude réalisée dans le cadre de ce mémoire met en évidence l'implication croissante des différents EPST dans la diffusion de l'information scientifique à destination du grand public. De plus, il apparaît que les citoyens sont en majorité favorables aux activités de recherche menées par ces organismes publics. Une aptitude au dialogue existe donc entre les EPST et la société. Cependant, la population demeure, à mon avis, encore trop spectatrice de la recherche publique. En effet, ce sont les décideurs et les leaders d'opinion qui choisissent les thématiques prioritaires tandis que les citoyens doivent se contenter d'en être les utilisateurs et non les instigateurs.

L'éducation à la science des citoyens progresse et il est indéniable que les débats ou les forums traitant des grandes questions de science et société se développent petit à petit. Cependant, il me semble qu'il s'agit d'initiatives encore trop ponctuelles qui gagneraient à se multiplier sur tout le territoire français. En effet, elles apportent au public des éléments qui permettent d'amorcer et/ou de développer des opinions à propos des thématiques scientifiques. Il est tout à fait regrettable que les suggestions et conceptions évoquées au sein de ces espaces d'expression ne soient absolument pas prises en compte par les décideurs. Après tout, les citoyens sont les premiers « usagers » de la recherche scientifique publique et leurs opinions concernant les aspects à investiguer prioritairement sont certainement pleines de bon sens. Ainsi, il pourrait être envisageable de mettre en place des structures d'échange participatif où les établissements publics et la société oeuvreraient de concert pour proposer de nouveaux axes d'investigation. Les citoyens deviendraient alors acteurs à part entière du processus de recherche publique.

# Conclusion

Ce mémoire m'a permis d'explorer la perception des citoyens vis-à-vis des EPST et d'autre part de prendre pleinement conscience de la stratégie et des moyens mis en œuvre par ces organismes publics de recherche pour diffuser au mieux l'information scientifique auprès du grand public. Il s'avère que la situation est bien plus positive que ce que je pouvais imaginer au départ, ce qui apparaît très encourageant pour le futur.

Pour que le dialogue perdure, il me semble cependant nécessaire de prendre pleinement en compte l'opinion de la société et de la considérer comme un acteur à part entière de la science. Or, ceci n'est pas le fait des établissements de recherche, il est le fait des décideurs qui doivent souvent composer avec des enjeux stratégiques qui divergent. Il faut espérer que les débats et les forums dits de « science & société » se développeront, se démocratiseront et pourront un jour peser dans la balance des décisions politico-scientifiques.

# Références bibliographiques

## Cédéroms, vidéos, DVD

- (1) CNRS Images. *Du Big Bang à demain ...*, 2007, 110 min
- (2) CNRS Images. *Au cœur du vivant – La cellule*, 2006, 180 min
- (3) INRIA. *Matière première*, 2004, 10 min

## Documents de communication institutionnelle

- (4) INRA, La recherche d'aujourd'hui pour l'agronomie de demain (2006)
- (5) INRETS, L'annuaire 2005 des unités de recherche de l'INRETS (2005)
- (6) INRETS, L'excellence scientifique au service des transports et de leur sécurité (2006)
- (7) LCPC, Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (2007)

## Enquête

- (8) DEPARTEMENT STRATEGIES D'OPINION DU CNRS et TNS SOFRES. *Notoriété du CNRS*. 2006.

## Fiches presse

- (9) INRA, Presse info, n°296 (2007)
- (10) INRA, Presse info, n°297 (2008)
- (11) IRD, Les variations climatiques influencent l'émergence du choléra en Afrique, n°271 (2008)
- (12) IRD, Les poissons coralliens abritent une biodiversité insoupçonnée, n°272 (2007)
- (13) IRD, Le réservoir du virus de Marburg identifié chez une espèce de chauve-souris frugivore, n°274 (2007)
- (14) IRD, Des satellites pour la surveillance volcanologique dans la cordillère des Andes, n°275 (2007)
- (15) IRD, Dresser la carte d'identité génétique des populations de Plasmodium pour mieux les combattre, n°276 (2007)
- (20) IRD, Marchés de la biodiversité et équité des échanges : une illusion ?, n°284 (2008)
- (21) IRD, Vers une meilleure compréhension du volcanisme de point chaud, n°285 (2008)
- (22) IRD, Le parasite de l'onchocercose donne des signes de résistance, n°286 (2008)

## Interviews

- (23) BALLADUR Catherine, Directrice adjointe au CNRS Images. Interview réalisée le 23.04.08
- (24) BUSCAYLET Jean-Louis, Directeur adjoint à la Communication Evènements et Jeunes du CNRS. Interview réalisées le 25.03.08
- (25) CHRISTOPHE Elodie, Chargée de communication Scientifique Evènementielle à l'Inserm. Interview réalisée le 26.02.08
- (26) COLLEU-GOURVENNEC Sylvie, Responsable Relations Presse à l'INRA. Interview réalisée le 25.06.08
- (27) DE MENTHIERE Nicolas, Délégué à la Communication et aux Systèmes d'Information au Cemagref. Interview réalisée le 12.03.2008
- (28) ESTABLET Pierre, Directeur de la Mission Communication à l'INRA. Interview réalisée le 26.06.08
- (29) FAVIER Marie-Noëlle, Déléguée à l'Information et à la Communication de l'IRD. Interview réalisée le 18.02.08
- (30) GENEST Christine, Chef de projet Communication Jeunes et Recrutement à l'INRIA. Interview réalisée 14.04.08
- (31) GIRARD Christine, Responsable des Dossiers *Sagascience* du CNRS. Interview réalisée le 09.04.08
- (32) GORE Catherine, Chargée de communication à l'INRETS. Interview réalisée le 08.04.08
- (33) GUILLAUME Julien, Responsable du Bureau de Presse du CNRS. Interview réalisée le 28.05.08
- (34) LADET Nicole, Rédactrice en chef du Site Institutionnel de l'INRA. Interview réalisée le 04.07.08
- (35) LAMBERT Nathalie, Chargée de communication au CNRS Images. Interview réalisée le 23.04.08
- (36) LECOCQ Stéphanie, Chargée de la Communication Institutionnelle du CNRS. Interview réalisée le 08.04.08
- (37) MAILLET Françoise, Chargée de communication au LCPC. Interview réalisée le 27.03.08
- (38) MILLET Jacques, Délégué à l'Information Scientifique et Technique à l'INRIA. Interview réalisée le 14.04.08
- (39) OBIN Karen, Chargée de communication à la Délégation Régionale Ile-de-France Sud du CNRS. Interview réalisée le 04.08.08
- (40) PAILLARD Gérard, Responsable Audiovisuel à l'INRA. Interview réalisée le 24.06.08
- (41) PARPINELLI Corinne, Responsable commerciale pour les Editions Quae à l'INRA. Interview réalisée le 09.07.08
- (42) PISON Gilles, Délégué à la Communication Scientifique de l'INED. Interview réalisée le 07.02.08
- (43) RAVAUD Matthieu, Rédacteur en chef adjoint du *Journal du CNRS*. Interview réalisée le 11.04.08
- (44) RECHAUCHERE Olivier, Responsable communication au Centre INRA de Versailles – Grignon. Interview réalisée le 22.08.08
- (45) SARAZIN Magali, Chargée de communication à la Mission Communication de l'INRA. Interview réalisée le 05.09.08

(46) TRATNER Isabelle, Rédactrice en chef du *CNRS international magazine*. Interview réalisée le 23.04.08

## Loi et décrets

(47) PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. *Loi n°82-610 du 15 juillet 1982 modifiée d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France*. Journal officiel, n° du 16 juillet 1982, p. 2273

## Ouvrages

(48) COMITE D'HISTOIRE DU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT. *L'aventure des laboratoires régionaux des ponts et chaussées*. Presses de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 2003, 258 p.

(49) LAZLO, Pierre. *La vulgarisation scientifique*. Paris : Presses universitaires de France, 1993, 127 p. (Que sais-je ?).

(50) LOHISSE, Jean. *Les systèmes de communication – Approche socio-anthropologique*. Paris : Cursus, 1998, 184 p.

(51) MINISTERE DELEGUE A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET A LA RECHERCHE. *Principaux organismes de recherche*. Paris : 2006, 71 p.

(52) ZEMOR, Pierre. *La communication publique*. Paris : Presses universitaires de France, 1995, 127 p. (Que sais-je ?).

## Périodiques

(53) CNRS, *Sur la piste des « nouveaux » virus*. Le Journal du CNRS, n°170-171 (2004)

(54) CNRS, *Pourquoi tant de stress ?* Le Journal du CNRS, n°212 (2007)

(55) CNRS, *Comment l'espace nous change la vie*. Le Journal du CNRS, n°213 (2007)

(56) CNRS, *Nouveaux regards sur l'enfant*. Le Journal du CNRS, n°214 (2007)

(57) CNRS, *La lumière superstar*. Le Journal du CNRS, n°215 (2007)

(58) CNRS. *De l'infiniment petit à l'infiniment grand*. Supplément Paris Match, n°3020 (2007)

(59) CNRS. *Endangered coastlines*. CNRS international magazine, n°8 (2007)

(60) CNRS, *La terre cette inconnue*. Le Journal du CNRS, n°216-217 (2008)

(61) CNRS, *SIDA le combat sans répit*. Le Journal du CNRS, n°218 (2008)

(62) CNRS, *La réalité virtuelle refait le monde*. Le Journal du CNRS, n°219 (2008)

(63) CNRS, *Understanding stress*. CNRS international magazine, n°9 (2008)

(64) CNRS, *Secrets of the Earth*. CNRS international magazine, n°10 (2008)

(65) INRA, *Le dialogue avec la société socle de la recherche finalisée*. INRA magazine, n°3 (2008)

(66) INRA, *La recherche agronomique se construit en partenariat*. INRA magazine, n°4 (2008)

(67) INRA, *Penser la recherche agronomique au niveau mondial*. INRA magazine, n°5 (2008)

- (68) INRETS, *NEARCTIS : Réseau d'excellence sur la gestion du trafic routier*, AXES, n°34 (2008)
- (69) IRD, *Une expédition sur le Rio Napo*, Sciences au sud, n°28 (2005)
- (70) IRD, *Une nouvelle lignée du virus Ebola*, Sciences au sud, n°42 (2007)

## Rapports d'activité et contrats quadriennaux

- (71) Délégation de l'Information et à la Communication de l'IRD, Rapport d'activité 2006 (2007)
- (72) Délégation de l'Information et à la Communication de l'IRD, Analyse des retombées média 2006 – Synthèse (2007)
- (73) INRETS, Contrat quadriennal 2006-2009 (2005)
- (74) INRETS, Rapport d'activité 2005 (2006)
- (75) INRIA, Rapport annuel 2006 (2007)
- (76) INRIA, Plan stratégique 2008-2012 (2008)
- (77) IRD, Rapport d'activité 2006 (2007)
- (78) LCPC, Contrat quadriennal 2006-2009 (2006)
- (79) LCPC, Rapport d'activité 2006 (2007)

## Sites Internet

- (80) *Centre National de la Recherche Scientifique* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.cnrs.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (81) *Centre national de la recherche scientifique* [en ligne]. Disponible sur : <[http://fr.wikipedia.org/wiki/Centre\\_national\\_de\\_la\\_recherche\\_scientifique/](http://fr.wikipedia.org/wiki/Centre_national_de_la_recherche_scientifique/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (82) *CNRS ou Centre national de la recherche scientifique : définition, histoire et rôle* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.web-libre.org/dossiers/cnrs.3357.html/>> (consulté le 23.04.2008)
- (83) *CNRS Images* [en ligne]. Disponible sur : <[www.cnrs.fr/cnrs-images/](http://www.cnrs.fr/cnrs-images/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (84) *Délégation Régionale Ile-de-France Sud* [en ligne]. Disponible sur : <[www.dr4.cnrs.fr/](http://www.dr4.cnrs.fr/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (85) *INRA Audiovisuel* [en ligne]. Disponible sur : <[www.inria.fr/audiovisuel/](http://www.inria.fr/audiovisuel/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (86) *INRA Presse* [en ligne]. Disponible sur : <[www.inra.fr/presse/](http://www.inra.fr/presse/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (87) *Inserm Actualités* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.inserm-actualites.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (88) *Institut national de la santé et de la recherche médicale* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.inserm.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (89) *Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.insee.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (90) *Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.inrets.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)



- (91) *Institut National d'Etudes Démographiques* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.ined.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (92) *Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.inria.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (93) *InterStices* [en ligne]. Disponible sur <<http://interstices.info/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (94) *Laboratoire Central des Ponts et Chaussées* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.lcpc.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (95) *Le Cemagref : La recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.cemagref.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (96) *Les Editions Quae* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.quae.com/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (97) *L'informatique de A à Z* [en ligne]. Disponible sur : <<http://interstices.info/abc/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (98) *L'Institut de Recherche pour le Développement* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.ird.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (99) *L'institut national de recherche agronomique* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.inra.fr/>> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (100) *Liste des établissements publics à caractère scientifique et technologique* [en ligne]. Disponible sur <[www://enseignementsup-recherche.gouv/organisme/index.html/](http://www://enseignementsup-recherche.gouv/organisme/index.html/)> (consulté le 23.04.2008)
- (101) *Plate-forme d'Information Inserm* [en ligne]. Disponible sur <[www.associations.inserm.fr/](http://www.associations.inserm.fr/)> (dernière consultation le 04.09.2008)
- (102) *Sagascience* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/saga.html/>> (dernière consultation le 04.09.2008)

# Liste des figures et tableaux

## Liste des figures

- Figure 1 :** Schéma représentant les possibilités d'interaction entre citoyens et organismes publics de recherche, via la communication scientifique p 6
- Figure 2 :** Pourcentages de réponses à la question « *Avez-vous l'impression de connaître très bien, plutôt bien, seulement de nom ou pas du tout : le CNRS, l'INRA et l'Inserm ?* » p 18
- Figure 3 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous cet organisme au moins de nom ?* » p 18
- Figure 4 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous le CNRS au moins de nom ?* » p 19
- Figure 5 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRA au moins de nom ?* » p 19
- Figure 6 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous le Cemagref au moins de nom ?* » en fonction de la tranche d'âge p 20
- Figure 7 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRIA au moins de nom ?* » en fonction du niveau de diplôme p 21
- Figure 8 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'IRD au moins de nom ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle p 22
- Figure 9 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INED au moins de nom ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle p 22
- Figure 10 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRETS au moins de nom ?* » en fonction du type d'habitat p 23
- Figure 11 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'INRIA au moins de nom ?* » en fonction du type d'habitat p 23
- Figure 12 :** Pourcentages de réponses à la question « *Connaissez-vous l'Inserm au moins de nom ?* » en fonction de la région de résidence p 23
- Figure 13 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » p 25
- Figure 14 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'INED au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du sexe p 26
- Figure 15 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez le Cemagref au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du sexe p 26

**Figure 16 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez le LCPC au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la tranche d'âge p 27

**Figure 17 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'Inserm au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la tranche d'âge p 27

**Figure 18 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez le CNRS au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du niveau de diplôme p 28

**Figure 19 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'INRIA au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du niveau de diplôme p 29

**Figure 20 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'INRA au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle p 30

**Figure 21 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'INRETS au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction du type d'habitat p 31

**Figure 22 :** Pourcentages de réponses « *Si vous connaissez l'IRD au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » en fonction de la région de résidence p 31

**Figure 23 :** Pourcentages de réponses à la question : « *D'une manière générale, avez-vous l'impression que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal, plus de mal que de bien ou à peu près autant de bien que de mal ?* » p 32

**Figure 24 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » p 33

**Figure 25 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRIA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du sexe p 34

**Figure 26 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez le Cemagref au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du sexe p 34

**Figure 27 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez le CNRS au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la tranche d'âge p 34

**Figure 28 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INED au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du niveau de diplôme p 35

**Figure 29 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRETS au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du niveau de diplôme p 35

**Figure 30 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la catégorie socio-professionnelle p 36

**Figure 31 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'IRD au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du type d'habitat p 36

**Figure 32 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'INRIA au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction du type d'habitat p 37

**Figure 33 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez l'Inserm au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la région de résidence p 37

**Figure 34 :** Pourcentages de réponses à la question « *Si vous connaissez le LCPC au moins de nom, quelle est votre opinion vis-à-vis de cet organisme : positive, négative ou sans avis ?* » en fonction de la région de résidence p 37

## Liste des tableaux

**Tableau 1 :** Récapitulatif des principales données concernant les différents EPST p 13

**Tableau 2 :** Descriptif de l'échantillon de population interrogé pour l'enquête de la *tns sofres* p 15

**Tableau 3 :** Descriptif de l'échantillon de population interrogé pour la mini-enquête p 16

**Tableau 4 :** Détail de la démarche utilisée pour traiter les réponses obtenues à la question « *Si vous connaissez cet organisme au moins de nom, savez-vous quel type de recherche y est mené ? Si oui, pouvez-vous me dire de quelle nature est cette recherche ?* » p 24

**Tableau 5 :** Récapitulatif des effectifs et des budgets dédiés à la communication au sein des EPST p 63

## **ANNEXE :**

### **Détail des pourcentages obtenus lors de la mini-enquête**